

FACULTÉ DE MÉDECINE DE PARIS

Année 1908

THÈSE

N° —

POUR

LE DOCTORAT EN MÉDECINE

Présentée et soutenue le Jeudi 16 Juillet 1908, à 1 heure

PAR

André MAILLARD-BRUNE

De la Faculté de Médecine de Paris

Ancien Interne de l'Hôpital Péan

REFUGES, MATERNITÉS

BUREAUX D'ADMISSION SECRETS

Comme Moyens Préservateurs des Infanticides

Président : M. THOINOT, professeur

Juges { MM. GILB. BALLET, professeur
BALHAZARD, agrégé
BRUMPT, agrégé

Le candidat répondra aux questions qui lui seront faites sur les diverses parties de l'enseignement médical

PARIS

IMPRIMERIE DE LA FACULTÉ DE MÉDECINE

Henri JOUVE, Éditeur

15, Rue Racine, 15

1908

FACULTÉ DE MEDECINE DE PARIS

Doyen	M. LANDOUZY
Professeurs	MM.
Anatomie.....	NICOLAS
Physiologie.....	CH. RICHET
Physique médicale.....	GARIEL
Chimie organique et Chimie générale.....	GAUTIER
Parasitologie et histoire naturelle médicale.....	BLANCHARD
Pathologie et thérapeutique générales.....	BOUCHARD
Pathologie médicale.....	{ BRISSAUD
	{ DEJERINE
Pathologie chirurgicale.....	LANNELONGUE
Anatomie pathologique.....	PIERRE MARIE
Histologie.....	PRENANT
Opérations et appareils.....	QUENU
Pharmacologie et matière médicale.....	POUCHET
Thérapeutique.....	GILBERT
Hygiène.....	CHANTEMESSE
Médecine légale.....	THOINOT
Histoire de la médecine et de la chirurgie.....	GILBERT BALLEST
Pathologie expérimentale et comparée.....	ROGER
Clinique médicale.....	{ HAYEM
	{ DIEULAFOY
	{ DEBOVE
	{ LANDOUZY
Maladies des enfants.....	HUTINEL
Clinique des maladies mentales et des maladies de l'encéphale.....	JOFFROY
Clinique des maladies cutanées et syphilitiques.....	GAUCHER
Clinique des maladies du système nerveux.....	RAYMOND
Clinique chirurgicale.....	{ LE DENTU
	{ BERGER
	{ RECLUS
	{ SEGOND
Clinique ophtalmologique.....	DE LAPERSONNE
Clinique des maladies des voies urinaires.....	ALBARRAN
Clinique d'accouchements.....	{ PINARD
	{ BAR
	{ RICHEMONT-DESSAIGNES
Clinique gynécologique.....	POZZI
Clinique chirurgicale infantile.....	KIRMISSON
Clinique thérapeutique.....	ALBERT ROBIN

Agrévés en exercice.

MM.

AUVRAY	CUNEO	LAUNOIS	NOBECOURT
BALTHAZARD	DEMELIN	LECENE	OMBREDANNE
BRANCA	DESGREZ	LEGREY	POTOCKI
BEZANÇON (FER.)	DUVAL (PIERRE)	LENORMANT	PROUST
BRINDEAU	GOSSET	LEPER	RENON
BROCA (ANDRÉ)	GOUGET	MACAIGNE	RICHAUD
BRUMPT	JEANNIN	MAILLARD	RIEFEL, chef
CARNOT	JEANSELME	MARION	des travaux anat.
CASTAIGNE	JOUSSET (ANDRÉ)	MORESTIN	SICARD
CLAUDE	LABBE (MARCEL)	MULON	ZIMMERN
COUVELAIRE	LANGLOIS	NICLOUX	

Par délibération en date du 8 décembre 1798, l'Ecole a arrêté que les opinions émises dans les dissertations qui lui seront présentées, doivent être considérées comme propres à leurs auteurs et qu'elle n'entend leur donner aucune approbation ni improbation.

A MON PÈRE

A MA MÈRE

A MA SŒUR

A MA FAMILLE

A MES AMIS

A LA MÉMOIRE DU PROFESSEUR
BROUARDEL ET DU PROFESSEUR BUDIN

A MES MAÎTRES DANS LES HOPITAUX

LANDRIEUX, CAMPENON, BONNAIRE,
COMBY, DELAUNAY

A MON PRÉSIDENT DE THÈSE

M. LE PROFESSEUR THOINOT

Professeur de Médecine légale à la Faculté
de Médecine de Paris
Chevalier de la Légion d'honneur

REFUGES, MATERNITÉS

BUREAUX D'ADMISSION SECRETS

Comme moyens préservateurs des Infanticides

AVANT-PROPOS

« Le tour complet, trilogique, doit se dérouler en trois étapes : le *refuge ouvroir*, la *maternité secrète*, le *bureau secret d'admission*. Aucune solution de continuité : l'assistance préventive et préservatrice des nouveau-nés en danger ne se ralentit pas, elle a toute son ampleur et toute son efficacité. »

C'est la lecture de ce paragraphe de l'ouvrage intitulé : *Dépopulation et puériculture de Strauss*, qui nous a amené à approfondir plus particulièrement cette question si intéressante.

Qu'il nous soit donc permis, avant d'aborder l'étude de ce sujet, d'exprimer toute notre gratitude à M. le professeur Thoinot pour le grand honneur qu'il nous fait en acceptant la présidence de notre thèse.



Digitized by the Internet Archive
in 2026

INTRODUCTION

La France est, parmi les grandes nations de l'Europe, le pays où l'on procrée le moins. M. Bertillon (1) a montré que les résultats du recensement de 1901 plaçaient la France au rang des nations de troisième ordre : le chiffre de la population atteignait seulement 38.600.000 âmes alors qu'en 1891 il était de 35.260.000,

Aussi, pour remédier à ce péril national, l'initiative privée, les pouvoirs publics, cherchèrent quels remèdes pouvaient enrayer la déchéance possible et prochaine de notre race. En 1896 se fonde une alliance qui a pour objet « d'attirer l'attention de tous sur le danger que la dépopulation fait courir à la nation française et de proposer des mesures fiscales ou autres, propres à augmenter la natalité ». La ligue contre la mortalité infantile se constitua le 15 février 1902. Le Sénat de son côté étudiait la cause de la dépopulation de la France, sur la proposition de MM. Strauss, Bernard, Piot, le gouvernement consti-

1. Bertillon. Rapport à l'Assemblée générale de l'Alliance nationale pour l'accroissement de la population française, 14 juin 1901.

tua à ce sujet une commission extra-parlementaire.

Cette lutte contre la dépopulation serait-elle stérile ? Quelques-uns le pensent. C'est ainsi que Macquart affirme qu'il n'y a pas de remède contre le faible taux de la natalité et que seule l'immigration étrangère pourra parer à la dépopulation qui nous menace (1). Bertillon de son côté s'élève contre la possibilité de lutter contre la dépopulation par la réduction de la mortalité. Il croit en effet qu'une réduction de la mortalité serait suivie d'un nouveau recul de la natalité (2).

Cette remarque paraît au premier abord assez fondée. M. Strauss (3) objecte cependant, très justement, qu'en Allemagne la natalité s'élève en même temps que la mortalité décroît. Il est vrai que l'industrie allemande est en progression constante et que la richesse de l'Allemagne s'accroît considérablement. Il n'y a donc pas en ce pays, pour réduire la natalité, une question pécuniaire aussi pressante qu'en France.

On voit par cet aperçu, combien est délicat et multiple ce problème de la dépopulation.

Notre intention est d'en envisager ici une toute petite partie.

Parmi les causes multiples de la diminution des naissances, nous envisagerons seulement la progres-

1. Emile Macquart, *Grande Revue*, 1^{er} avril 1901.

2. Bertillon, *loco citato*.

3. Strauss. « Assistance et assurance mutuelle », *Revue scientifique*, février 1904.

sion inquiétante du nombre des avortements et des infanticides. Et, même à ce sujet, notre étude ne portera que sur un point particulier : l'importance de la possibilité du secret de la maternité, de l'accouchement et de l'abandon dans la lutte contre ces fléaux.

Jusqu'en 1904 la loi ne protégeait guère les filles-mères dont tout le crime est, comme on l'a dit « d'avoir créé ».

La loi de 1904, en leur assurant le secret de l'abandon, les met à l'abri des mauvaises pensées qui pourraient les assaillir à l'idée de la honte et de la misère qu'entraînera pour elles leur maternité.

Malheureusement cette loi n'est pas complète. Si elle prévoit l'abandon secret elle n'organise pas les refuges ouvroirs, les maternités secrètes qui en sont cependant le complément indispensable.

C'est au médecin en grande partie qu'il convient de combler cette lacune. Sa profession le fera le confident naturel des malheureuses filles séduites.

Il lui faudra vaincre leur inquiétude, leur affolement. Il lui faudra leur faire connaître les œuvres privées qui, pendant leur grossesse, pourront les accueillir ; il lui faudra leur montrer que mères, elles ne seront pas abandonnées.

Le rôle du médecin devient ainsi plus clair et plus noble. Il est le premier qui fasse entendre à la pauvre fille-mère une parole d'aide ; il sème les premiers germes de son relèvement et de son sauvetage moral. En y mettant ainsi un peu de dévouement, le méde-

cin va préserver et défendre l'existence sur le point de naître, et déjà la jeune femme envisage l'avenir avec un moindre effroi, car elle devine la possibilité d'une aide généreuse pour l'élevage du nouvel arrivant.

Dans ce rôle social, le médecin n'a du reste qu'à suivre l'exemple de ses maîtres les plus réputés.

N'a-t-on pas vu pendant de longues années, le professeur Budin, consacrer généreusement tous ses loisirs aux séances de la ligue contre la mortalité infantile et propager par des conférences multiples les moyens de lutter efficacement contre la mortalité énorme qui frappe encore les nouveau-nés ?

PREMIÈRE PARTIE

L'ABANDON SECRET

CHAPITRE PREMIER

Historique

L'histoire de l'abandon secret peut être divisée en trois chapitres.

A. — *Depuis le moyen âge jusqu'à la Révolution.*

B. — *De la Révolution jusqu'à la loi de 1904.*

C. — *Projet de législation générale et loi de 1904.*

A. — DEPUIS LE MOYEN AGE JUSQU'A LA RÉVOLUTION

A. — Jusqu'en 1789 il n'y eut pas à proprement parler de législation générale au sujet des enfants trouvés, des enfants abandonnés.

Pendant très longtemps, l'histoire des enfants abandonnés s'est confondue avec celle des tours;

« Les tours, dit Larousse, étaient des cylindres en bois, convexes d'un côté, concaves de l'autre, qui tournaient sur eux-mêmes avec une grande facilité. Celui de leur côté qui était convexe faisait face à une rue ; l'autre s'ouvrait dans l'intérieur d'un appartement. Une sonnette était placée à l'extérieur, près du tour.

Une femme voulait-elle exposer un enfant ? Elle avertissait la personne de garde par un coup de sonnette. Aussitôt le cylindre décrivant un demi-cercle présentait au dehors, sur la rue, son côté vide recevait le nouveau-né et l'apportait dans l'intérieur de l'hospice en achevant son évolution.

De cette manière, la femme qui exposait l'enfant n'était vue d'aucune personne de l'établissement.

Le tour était aussi quelquefois formé au moyen d'une petite fenêtre percée dans le mur de l'hospice, garnie de trois portes, l'une extérieure, l'autre intérieure, entre ces deux portes se trouvait un petit berceau et dès que la déposante touchait la porte intérieure une sonnette retentissait qui faisait venir une surveillante pour prendre l'enfant.

Lamartine a défini le tour « un instrument qui a des mains pour recevoir et qui n'a point d'yeux pour voir, point de bouche pour révéler ».

Une opinion populaire veut que le tour ait été inventé par saint Vincent de Paul ; il n'en est rien. Saint Vincent de Paul s'efforça seulement d'arracher aux mendiants qui les exploitaient, les enfants exposés dans les rues ou sur les parvis des églises. Avant lui, au début du ^{xvii}^e siècle, les quatre cents enfants qu'on exposait annuellement dans la ville de Paris et dans ses faubourgs, n'avaient d'autre refuge qu'une maison située dans la Cité et tenue par une veuve aidée de quelques pauvres servantes. Aussi la plupart de ces enfants mouraient. De leur côté les servants de la couche vendaient souvent les enfants à

20 sols pièce pour des opérations de magie. Transportés plus tard à Saint-Victor, les enfants ne cessaient d'être l'objet de spéculations. Quand la maison était trop pleine, on tirait au sort ceux qui devaient être gardés, les autres étaient achetés par des mendiants qui s'en servaient pour exciter la pitié publique ou par des saltimbanques qui les dressaient aux exercices les plus périlleux.

(Tenon. *Mémoire sur les hôpitaux.*)

Le tour est d'origine beaucoup plus ancienne. Il nous fut apporté d'Italie à une époque indécise, peut-être au moment où Guido, fils de Guillaume, comte de Montpellier, fondait en cette ville l'hôpital du Saint-Esprit.

Cet établissement était en pleine activité en 1180. Il passe pour le premier qui ait été consacré chez nous à la réception des enfants trouvés et abandonnés. D'après une délibération de la commission administrative des hospices du 22 septembre 1811 du Puy et le procès-verbal du Conseil général de la Haute-Loire pour 1811, cette priorité appartiendrait toutefois à l'Hôtel-Dieu du Puy fondé de 596 à 649 par saint Bénigne, évêque de cette ville. Le fait est relevé dans le volume publié en 1857 par A.-F. de Fontpertuis sous le titre d'« Analyses des procès-verbaux inédits du conseil général de la Haute-Loire de l'an VIII à 1842 ».

Quoi qu'il en soit, jusqu'en 1790, l'institution garda un caractère purement local et facultatif. Seules les lettres patentes de 1455, l'édit royal de 1566 ainsi

que l'arrêt du conseil de 1670 ont trait « au fonctionnement des tours dont elles s'efforcent de restreindre l'emploi ».

Cette restriction dans l'emploi du tour avait été d'autre part l'objet de mesures locales : témoin les statuts hospitaliers de l'année 1720 à Bordeaux qui s'attachaient à faire de la boîte pour les enfants non une excitation à l'abandon de ces enfants, mais bien « une simple mesure de charité propre à conserver ceux qu'on exposait dans les rues ou sur les places publiques, et qui risquaient d'y être foulés aux pieds par les passants ou gâtés par la dent des animaux errants ».

A cette époque, la charge d'entretenir les enfants abandonnés incombait légalement aux seigneurs haut justiciers laïques ou cléricaux. Peu avant la Révolution, le nombre des enfants était de 40.000 dans les hospices dépositaires pour toute la France. Les tours étaient du reste très inégalement répartis.

B. — DE 1789 A LA LOI DE 1904

Le premier essai d'une législation générale applicable aux enfants assistés pour toute l'étendue du territoire remonte au décret du 17 novembre 1790 qui décharge les seigneurs hauts justiciers de leurs devoirs à l'égard des enfants abandonnés sur leurs terres. Les hospices les plus voisins du lieu où ont été abandonnés les enfants doivent désormais pour-

voir à leur nourriture et à leur entretien, quitte à recouvrir ces dépenses sur le Trésor public.

Un an après, un article de la Constitution définit nettement les devoirs de la nation à l'égard des enfants trouvés et abandonnés.

Mais c'est à la Convention nationale que revient l'honneur d'avoir sur le rapport de La Rochefoucauld-Liancourt inscrit dans la loi du 28 juin 1793 l'article suivant : « La Nation se charge de l'éducation morale et physique des enfants connus sous le nom d'enfants abandonnés ».

Toutefois, s'il était bien d'élever ces enfants, il était encore mieux d'essayer de leur conserver une famille en venant en aide à la mère. Aussi, l'année suivante (décret de 1793) la Convention met-elle à la disposition du ministre de l'Intérieur une somme qui lui permettra « d'accorder des secours aux citoyens chargés d'enfants abandonnés et aux mères qui allaitent leurs enfants ».

Peu de temps après, la Convention rend le décret suivant, « La Convention nationale décrète que les enfants désignés ci-devant sous le nom d'enfants trouvés porteront à l'avenir le nom d'enfants naturels de la Patrie ».

Cette simple définition laisse à supposer que l'Etat entendait contribuer le plus possible aux frais d'éducation des enfants dont il assumait la charge ; mais cette charge devint bientôt si lourde que le Consulat s'efforça par la loi du 13 floréal an X de

rejeter sur les départements les dépenses relatives aux enfants trouvés.

En donnant à ce service un caractère hospitalier, la loi du 15 pluviôse an XIII attribue aux hospices, par compensation, la tutelle des enfants confiés à leurs soins.

Quelques années plus tard, le décret-loi de 1811 vient définir les diverses catégories d'enfants assistés. Ce décret donne le premier aux tours une existence légale, il les investit d'une fonction officielle par son article 3. Mais en même temps qu'il sanctionne leur utilité, il réglemente leur nombre et définit leur répartition.

Il limite à un par arrondissement le nombre des hospices dépositaires, et partant celui des tours qui auparavant allait jusqu'à 9 dans certains départements. De plus par son article 23, il fait un délit non seulement de l'exposition, telle que l'article 349 du Code pénal l'avait déjà définie et punie, mais encore de l'habitude de transporter les enfants aux hospices dépositaires.

Au point de vue financier il laisse à peu près en vigueur les principes de la loi de floréal an X.

Enfin, par certains de ces articles, le décret de 1811 prévoit le sort futur des enfants abandonnés. C'est ainsi que par son article 9, il ordonnait de mettre les enfants assistés à l'âge de douze ans au service de la Marine. Dans les dernières années de l'Empire, Napoléon manquant de soldats, forma avec les enfants assistés, quatre bataillons de son régiment des pupilles de la garde.

Certains de ces articles et en particulier l'article 9 tombèrent en désuétude aussitôt après la chute de l'Empire sans avoir été abrogés au point de vue légal.

Quant au résultat général du décret, ce fut d'augmenter dans une proportion considérable le nombre des enfants abandonnés. Vingt-deux ans après l'établissement légal des tours (1833), il y avait 219 tours à fonctionner et les hospices dépositaires avaient abrité 164.000 enfants, au lieu de 40.000 avant la Révolution. On s'aperçut alors que beaucoup de mères, même légitimes, avaient trouvé le moyen, grâce aux facilités du tour, de concilier leur amour maternel et l'abandon officiel de leurs enfants.

Pour réprimer ces abus, on transféra les enfants d'un arrondissement et même d'un département à un autre.

Le résultat de cette mesure fut que, sur plus de 36.000 pupilles des hospices auxquels elle fut appliquée, près de la moitié furent repris par les parents, et l'on réalisa ainsi une économie de 1.000.000. Mais l'opinion publique s'était émue de cette assimilation, disait-on, de créatures humaines, à des choses, des dangers possibles du transfert des enfants et de leur impitoyable retrait du sein des familles qui les avaient élevés jusqu'alors et adoptés pour ainsi dire. La moitié des enfants déplacés avaient été retirés, il est vrai, des hospices, mais on n'était pas sûr qu'ils l'eussent été par leurs mères, il paraissait même probable que bien des pères nourriciers, malgré leur

gène, n'avaient pas hésité à en faire des enfants adoptifs et spéculer sur de pareils sentiments, c'était peu moral, sans parler du risque que l'on courait à voir diminuer le nombre déjà si faible de bonnes nourrices. D'ailleurs, si l'administration avait pris ce parti, c'était par suite de l'accroissement scandaleux des abandons et cet accroissement n'était autre chose qu'un effet. La cause c'était le tour et c'était à cette cause qu'il fallait oser et savoir s'attaquer (A. de Fontpertuis) (1).

L'administration se résolut donc, non à faire décider par voie législative la suppression du tour, mais à conférer aux préfets, sur l'avis des conseils généraux le droit de maintenir ou de fermer les tours existants. Dès 1834, 7 furent fermés, puis 21 en 1835, 32 l'année suivante... de sorte qu'en 1857, malgré la réaction en sens contraire qui se produisit en 1848, les 248 tours de 1833 se trouvaient réduits à 57, chiffre qui tombait à 5 en 1862.

Le dernier tour en fonction, celui de Paris, a été supprimé en 1863. Mais en réalité le tour n'a jamais été supprimé légalement jusqu'au moment du vote de la loi de 1904, et en 1896 il existait encore un de ces appareils fonctionnant à Mustapha près d'Alger (2).

D'après M. Antonin Mulé qui l'a visité à cette époque, le service du tour de l'hôpital Mustapha compre-

1. A. De Fontpertuis. *Journal des Economistes*, 1878.

2. Antonin Mulé. *Revue philanth.*, t. I, p, 687.

nait alors une chambre de dimensions exiguës sommairement meublée d'un lit, de quelques chaises et d'une armoire. « Cette chambre, une femme d'âge l'habite jour et nuit ; elle n'en doit sortir sous aucun prétexte, remplacée qu'elle est, en cas d'absence légitime, par une personne de son sexe appartenant, comme elle, à l'administration.

Le tour est situé dans l'angle gauche de la pièce. Il se présente sous la forme traditionnelle d'une sorte de niche cylindrique de 1 mètre de hauteur et 70 centimètres de diamètre environ, virant sur un double pivot, dans le vide d'une baie dont elle occupe toute l'embrasure. Au repos, la paroi convexe du demi cylindre en bois plein, fait ventre à l'intérieur de la chambre, et l'ouverture se présente béante à l'extérieur, sur le chemin de ronde de l'hôpital, un endroit désert. Le fond de cette étroite alcôve tournante est garni d'un petit matelas. Le pivot inférieur est construit de telle façon que le poids le plus léger moins de 2 kilogrammes, déposé sur la machine, le fait enfoncer d'une petite quantité dans sa gaine. Il presse alors le contact d'une sonnerie électrique qui tout aussitôt retentit et donne l'éveil. Ainsi prévenue qu'un enfant vient d'être déposé dans le tour, la préposée n'a plus qu'à imprimer à l'instrument un mouvement de rotation et à recueillir le petit abandonné.

Celui-ci après examen rapide et premiers soins indispensables, est immédiatement confié à une nourrice sédentaire chargée de l'allaiter, allaitement pro-

visoire d'ailleurs, car il ne dure que trois ou quatre jours.

Les abandons n'ont jamais lieu dans la journée, ils sont effectués de nuit et généralement entre 9 et 10 heures du soir.

La plupart des enfants — des nouveau-nés — sont âgés de un ou quatre jours ; quand ils sont plus âgés, on est en droit de supposer qu'ils appartiennent à des mères qui n'ayant pu obtenir de secours temporaire, à cause de leur qualité d'étrangères se sont décidées à s'en séparer.

Parfois, très rarement, des enfants ont été retirés morts de l'appareil. Probablement étaient-ils déjà moribonds lorsqu'on a résolu de s'en débarrasser, et le décès s'est-il produit durant le trajet ; car on a toujours constaté jusqu'ici que le décès avait précédé l'abandon.

Les sages femmes d'Alger, se chargent volontiers, dit-on, de déposer elles-mêmes un enfant dans le tour, à la demande des intéressées ; ce qui est certain c'est qu'on a trouvé en 1893 dans le chemin de ronde de l'hôpital civil le cadavre d'une sage-femme frappée d'une attaque d'apoplexie ; tandis qu'on relevait près d'elle un tout jeune enfant bien vivant et bien constitué d'ailleurs, on retirait d'une de ses poches une lettre relatant les circonstances de l'abandon qu'elle allait effectuer et destinée à établir l'identité de l'abandonné.

Toutes les fois que se produit un abandon par l'intermédiaire du tour, l'inspecteur départemental

est avisé le lendemain, dès la première heure. Il est immédiatement procédé à la rédaction d'un procès-verbal mentionnant le sexe, l'âge probable — à moins d'indications précises fournies à ce sujet — et l'état de santé de l'enfant : ce procès-verbal est dressé en triple expédition ; un exemplaire est envoyé au parquet, un autre à l'hôpital, le troisième est conservé dans les bureaux de l'inspection ; l'envoi au parquet n'est plus qu'une formalité de tradition, le ministère public n'exerçant plus de poursuites correctionnelles en pareille matière.

En dehors des indications précitées, le procès-verbal contient soit la description des vêtements de l'abandonné, soit l'énumération des bijoux, médailles, rubans, etc., recueillis sur ce dernier, tous objets appelés à faciliter ultérieurement son retrait. Ces divers objets restent à l'inspection départementale, ainsi du reste que les lettres dont ils sont parfois accompagnés. Car il n'est pas rare qu'aux langues de l'enfant soient épinglées, émanant de la mère, des lettres qui témoignent du chagrin que lui cause sa séparation d'avec son enfant.

Ces formalités remplies, l'abandonné devient l'objet d'un placement dit, de famille chez une nourrice européenne. (Antonin Mulé.)

Concurremment à ce mode d'abandon et parallèlement à lui, fonctionne à Alger le service de l'abandon, bureau ouvert et sous le sceau du secret. Enfin certains enfants sont abandonnés dans la rue, si bien que les enfants abandonnés peuvent être rangés en plusieurs catégories.

M. Antonin Mulé range dans une première classe, les enfants mis au tour et les enfants exposés sur la voie publique. Le nombre d'abandons d'enfants de cette catégorie a varié au cours des dix dernières années (1885-1895) de 49 à 51.

A la date du 3 juin 1896, vingt-six enfants avaient été abandonnés depuis le 1^{er} janvier sur lesquels dix-sept avaient moins et neuf plus de quatre jours.

Les neuf enfants âgés de plus de quatre jours se répartissaient comme suit :

1 de huit jours, 2 de quinze jours, 1 de un mois et trois jours, 1 de deux mois, 1 de six mois, 1 de sept mois, 1 de dix mois.

Les quatre derniers avaient été abandonnés dans la rue.

A part cette exception, l'admission d'un enfant abandonné a été presque partout réglé, depuis la suppression des tours jusqu'à maintenant, sur les principes du règlement modèle de 1862. D'après ce règlement, l'admission d'un enfant à l'hospice dépositaire est prononcée par le préfet, c'est-à-dire en réalité par l'inspecteur des enfants assistés légalement investi de la confiance du préfet.

Toute femme, sage-femme ou autre qui désire faire admettre un enfant abandonné ou orphelin, est tenue de se faire connaître et de répondre verbalement aux questions qui lui sont faites. S'il s'agit d'un enfant né en dehors du mariage, elle doit produire :

1^o L'acte de naissance ;

2° Un certificat de mairie constatant qu'en raison de son indigence, d'infirmités régulièrement constatées ou d'autres circonstances spéciales, la mère ne peut, même avec un secours temporaire, élever son enfant.

Mais si telles sont les règles générales, il s'en faut que les formalités soient partout les mêmes. Dans tel hospice dépositaire l'enfant n'est admis qu'après enquête : dans tel autre il est reçu à titre provisoire sous bénéfice d'informations.

Un département repousse l'intermédiaire des sages-femmes, un autre l'admet. Sur certains points les demandes d'admission doivent être adressées par écrit avec la signature des mères, voire même avec la recommandation des autorités locales.

Bien plus, certaines administrations n'accordent exclusivement que les secours à domicile ; elles écartent systématiquement du seuil de l'hospice des enfants de naissance irrégulière que la mère est dans l'impossibilité matérielle ou morale de conserver auprès d'elle. (Strauss) (1).

Toutes ces mesures avaient pour but de diminuer le plus possible le nombre des enfants abandonnés et ainsi de réduire au minimum les dépenses du service des enfants assistés dont la charge incombait, comme nous le verrons, presque uniquement aux départements.

Le mode d'admission étayé sur l'enquête répon-

1. Strauss. *Puériculture et dépopulation.*

dait aussi à des préoccupations budgétaires. Les dépenses occasionnées pour chaque enfant devaient être payées d'après la législation dite, du domicile de secours. « Chaque département d'origine avait jusqu'à ces derniers temps la charge des enfants abandonnés et immatriculés sur n'importe quel point du territoire, la filiation départementale s'établissant par la résidence habituelle de la mère. Celle-ci acquérait son domicile de secours par le séjour d'une année dans une commune ; elle le perdait par une absence de même durée.

Entre les départements s'élevaient chaque jour des contestations de nature très délicate sur cet objet ; le département dépositaire de l'enfant avait non seulement le droit de réclamer le remboursement des frais de séjour à l'hospice, mais encore de rapatrier son petit pensionnaire sur le domicile de secours. Cette recherche du domicile de secours aboutissait presque fatalement à la violation du secret (Strauss) (1).

Cependant depuis quelques années des idées plus larges avaient commencé à se faire jour. Un récent arrêt du Conseil d'Etat avait, dans une certaine mesure et par une catégorie d'enfants (celle des enfants naturels non reconnus), simplifié la recherche du domicile de secours.

Dès 1871, le conseil général de la Seine inclinait vers une solution libérale de la question. En 1872 il

1. Strauss. *Puériculture et dépopulation*, p. 15.

commença à recevoir des enfants naturels ou légitimes, ceux qui venaient de la province comme les étrangers. En 1879 le Dr Pénard demandait la création de bureaux de réception à ciel ouvert peu tracassiers, mais il ne donnait pas la formule de l'abandon.

C'est par sa délibération du 26 décembre 1886 que sous l'impulsion de M. Strauss le conseil général créa le bureau d'admission ouvert et secret. En conformité de ce vote, l'avis suivant est affiché dans le bureau d'admission de l'hospice de la rue Denfert-Rochereau. « Toute personne qui présentera un enfant en vue de l'abandon est avertie que les questions vont lui être posées dans l'intérêt de l'enfant, mais qu'il lui est loisible de ne pas répondre ou de ne fournir qu'une partie des renseignements demandés. La production du bulletin de naissance ne sera pas non plus obligatoire ».

On avait cru que beaucoup de départements suivraient le généreux exemple de la Seine et que le mode d'admission à bureau ouvert se généraliserait dans toute la France.

Il n'en a rien été. En 1902, l'admission des enfants abandonnés était rigoureusement subordonnée à l'enquête dans 37 départements. (Allier, Hautes-Alpes, Basses-Alpes, Alpes-Maritimes, Ardèche, Ardennes, Ariège, Bouches-du-Rhône, Corse, Corrèze, Eure-et-Loir, Hérault, Isère, Finistère, Haute-Garonne, Ile-et-Vilaine, Indre, Landes, Loire, Haute-Loire, Marne, Mayenne, Meurthe-et-Moselle, Meuse,

Nord, Orne, Pas-de-Calais, Puy-de-Dôme, Hautes-Pyrénées, Pyrénées-Orientales, Haute-Saône, Sarthe, Somme, Haute-Savoie, Tarn, Vaucluse, Vienne.)

Dans 4 départements l'enquête était prescrite après l'admission (Aveyron, Gard, Loir-et-Cher, Seine-et-Oise). Il est vrai d'ajouter que l'on s'efforçait dans quelques préfectures de réduire cette enquête au minimum et de la mener le plus rapidement possible.

Dans le reste de la France, les formalités d'admission étaient simplifiées ; dans 2 départements on ne recourait pas à l'enquête mais on demandait la déclaration d'abandon de la mère ou la présentation de l'acte de naissance de l'enfant ; dans 12 départements bien que l'enquête restât en général prescrite, on consentait, dans certains cas urgents et très rares, à y déroger et à assurer sur la demande expresse des déposants le secret de la maternité.

Enfin dans treize départements, le système d'admission après enquête ou a bureau ouvert était mis en usage suivant les cas et dans seize départements en comptant Paris on recevait les enfants abandonnés à bureau ouvert.

M. Bizarelli (1) confondant sous un même chef ces deux dernières modes d'admission, concluait dans son rapport que le bureau ouvert fonctionnait en 1902 dans trente-trois départements. Mais cette façon de

1. Bizarelli Rapport présenté au nom de la commission des Finances sur le projet de loi concernant le service des enfants assistés, p. 3, année 1902.

présenter l'état des choses n'est pas tout à fait juste.

« La formule par laquelle on admet sans enquête ou après enquête suivant les cas, peut ne pas paraître inquiétante à la majorité des mères, mais elle éveillera toujours dans le cœur de celles qui tremblent que leur secret ne soit découvert, un commencement de défiance. » (H. Moniez) (1).

En somme le nombre des départements où l'abandon secret était toujours possible était restreint, bien que l'exemple eût été donné depuis plus de quinze ans par le département, de la Seine. Dans trente-sept départements, l'enquête était encore rigoureusement établie. Une refonte totale de la loi s'imposait pour rendre les hospices dépositaires à leur destination primitive.

S'il n'y avait point de règle fixe pour le mode d'admission des enfants, il n'y en avait pas davantage dans la manière d'établir le budget des enfants assistés et de répartir les secours.

Les dispositions de la loi de floréal an X et du décret de 1811 furent appliquées de façons fort diverses suivant les époques et suivant les lieux, d'autant que de 1811 à 1869 parurent d'innombrables circulaires, instructions ministérielles inspirées par les mobiles les plus variés et qui parfois se contredisaient sans toutefois s'abroger les unes les autres. En réalité, pendant cette longue période, le régime financier

1. Moniez *Revue philanthropique*, t. XII p. 15.

relevait plutôt d'une sorte de droit coutumier que de la loi. C'est ainsi que le principe de l'assistance à la mère par le secours temporaire, posé par la Convention, mais qui n'avait été inscrit ni dans la loi de floréal ni dans le décret de 1811 est entré dans la pratique bien avant d'être recommandé par les circulaires ministérielles du 27 mai 1856 et du 5 avril 1862, bien avant de devenir légal par la loi de 1869.

La loi du 5 mai 1869 complétée par la circulaire ministérielle du 5 août 1869 vint mettre un peu d'ordre dans ce chaos.

Conformément à cette loi, les dépenses du service des enfants assistés se répartissaient : 1° en dépenses intérieures, celles qui concernent le séjour dans les hospices dépositaires et que remboursent les départements sous forme de prix de journée ; 2° en dépenses extérieures, c'est-à-dire relatives au placement et à l'éducation des pupilles ; 3° en dépenses d'inspection et de surveillance. La participation de l'État dans ces dépenses a consisté jusqu'en 1890 dans une contribution du cinquième dans les dépenses intérieures, les plus faibles de beaucoup, et dans le remboursement intégral aux départements des frais de surveillance et du traitement des inspecteurs dont la nomination d'ailleurs appartenait à l'État. Les communes ne participaient qu'aux dépenses extérieures et jusqu'à concurrence de un cinquième, le département payait le reste.

Par son article 2, cette loi met au nombre des dépenses extérieures du service des enfants assistés

les secours temporaires destinés à prévenir et à faire cesser l'abandon.

Mais si ce texte consacre le principe du secours temporaire, il ne s'occupe en aucune façon des détails d'application. Chaque département règle comme il l'entend les formes de l'allocation et le montant des secours.

La loi du 24 juillet 1889 vint modifier les dispositions de la loi de 1869 en portant par son article 25 la participation de l'Etat au cinquième des dépenses intérieures et extérieures réunies, et en outre au remboursement intégral des frais d'inspection et de surveillance.

Cependant l'interprétation donnée à la loi continuait à être essentiellement variable suivant les lieux.

Par exemple, le principe des secours temporaires aux enfants des filles-mères était partout admis, mais il n'en était pas de même pour les secours aux enfants légitimes de veufs, veuves, femmes divorcées ou abandonnées. Cinq départements (Corrèze, Landes, Nord, Sarthe, Isère) refusaient de secourir ces catégories d'enfants. Douze départements les secouraient exceptionnellement (Ardèche, Bouches-du-Rhône, Haute-Garonne, Gironde, Hérault, Ille-et-Vilaine, Indre, Haute-Loire, Oise, Var, Vaucluse, Vosges). D'autre part, le taux des secours variait de 50 francs (Seine) à 1 fr. 50 dans un département. Enfin il faut noter que dans certains départements

les secours n'étaient accordés que pour une période très courte (H. Moniez) (1).

D'autre part, les départements où le budget des enfants assistés comportait un chapitre spécial étaient l'exception. Dans la plupart des cas, même après la loi de 1889, les recettes et les dépenses du service restaient confondues avec les autres articles des budgets départementaux, de telle sorte que l'accroissement des recettes propres du service provenant de donations, libéralités ou même de toute autre cause ne profitaient pas aux enfants assistés. Les recettes des enfants assistés étaient en fait, affectées quelle que fût leur importance à tous les autres services départementaux : routes, instruction, etc. C'est ainsi que dans deux départements (V. fasc. 24 du conseil supérieur) M. Monod fait remarquer que les amendes correctionnelles, pourtant affectées de temps immémorial par les lois au service des enfants assistés, étaient si bien considérés comme de simples recettes départementales qu'elles ne figuraient même pas dans les recettes des enfants assistés. Dans le même document (p. 24) on constate que depuis environ vingt ans un autre département malgré 75.000 francs de donations actuelles appartenant aux enfants assistés ne dépensait que 72 fr. 42 par enfant au lieu de 97 fr. 66, moyenne à cette époque de la dépense pour toute la France.

1. *Revue philanthropique*, t. III.

Enfin dans beaucoup de départements des legs appartenant en propre aux enfants assistés avaient été détournés de leur but. Une revision portant sur ces legs et sur leur administration a été faite en 1876 dans le département de la Seine. Elle a révélé des faits extrêmement curieux qui ont abouti à l'inscription au budget départemental d'une rente annuelle de 50.000 francs à verser à l'assistance publique comme représentation du produit d'anciennes fondations englobées dans le domaine hospitalier. Il n'est pas impossible que des faits analogues se soient produits ailleurs.

En résumé, de 1811 jusqu'à nos jours, il n'est point paru de loi générale sur le service des enfants assistés. La loi de 1811 était tombée rapidement en désuétude, les lois partielles promues depuis lors avaient été interprétées de façons très différentes, si bien que le régime des enfants assistés et en particulier de l'abandon secret relevait uniquement de coutumes locales, de décisions départementales.

C. — PROJETS DE LÉGISLATION GÉNÉRALE ET LOI DE 1904

I. — LES PROJETS DE LÉGISLATION GÉNÉRALE

Depuis longtemps le besoin d'une loi se faisait sentir : de nombreux projets concernant surtout les enfants abandonnés ont été présentés depuis 1830,

mais aucun d'eux n'aboutit et il fallut attendre près d'un siècle une législation réelle et précise.

En 1838, Lamartine protesta hautement contre la suppression du tour dont il fit l'apologie dans un discours prononcé à la séance générale annuelle de la Société de morale chrétienne le 30 avril. Cette même année il interpella le gouvernement à ce sujet à la Chambre des députés. Il revint à la charge en 1839. En même temps il adressait en son nom propre un questionnaire à toutes les administrations hospitalières du royaume, tandis que le gouvernement consultait les préfets et les conseils généraux. Ceux-ci opinèrent pour la suppression des tours. Celles-là se prononcèrent en grande majorité pour leur maintien. La discussion était pendante lorsque survint la Révolution de 1848.

En 1849, désireux de faire cesser la diversité des règles, ou pour mieux dire, de législation qui existait de département à département, M. Dufaure, ministre de l'intérieur institua une commission présidée par M. Victor Lefranc, représentant du peuple, et composée de MM. Giraud, membre de l'Institut, de Watteville et de Lariou inspecteurs généraux des établissements de bienfaisance ; Durand, Saint-Armand et Bailleud de Marizy anciens préfets, Blanche conseiller de préfecture de la Seine, Nicolas, chef de division aux Cultes et Valentin Smith conseiller à la Cour de Riom secrétaire. La Commission consulta les conseils généraux et bien que cinquante-cinq de ces assemblées se fussent prononcées pour leur tour, elle conclut, elle, à son abolition.

Mais elle n'avait pas achevé la rédaction de son projet de loi qui ne comprend pas moins de 183 articles que déjà M. Thiers en 1850 reprenait à soixante ans de distance le projet présenté en 1790 par La Rochefoucauld-Liancourt et adressait à l'Assemblée nationale au nom de la commission de l'assistance et de la prévoyance publique un rapport concluant à une loi concernant les enfants assistés et comprenant le rétablissement du tour. Un texte législatif dont M. Armand de Melun fut le rapporteur s'inspira directement de ce rapport et conclut dans un sens tout à fait opposé au projet de loi de la commission de 1849. Le même sort attendait d'ailleurs les deux textes renvoyés à l'examen du Conseil d'Etat : ils étaient remplacés par un projet mixte suivant lequel le tour ne pouvait plus être ni rétabli ni supprimé que sur l'avis conforme du Préfet. Tel devait être aussi sur ce point le dispositif du projet de loi de 1853 avec cette différence que, à la place de l'avis du préfet, il fallait l'avis du ministre de l'Intérieur.

Ce projet de loi de 1853 sur les enfants assistés fut l'objet d'un rapport de M. Remacle ; celui-ci vit dans les tours le dessein de ressusciter, en plein christianisme « le droit barbare que le monde païen donnait au père sur ses enfants, *jus suscipiendi Liberos* ». Dans son travail M. Remacle résume les raisons d'en finir absolument avec « cette audacieuse négation de l'autorité et de la tradition familiale, du devoir du père, du devoir de la mère, du droit de l'enfant, et de

la pensée même des hospices qui est une pensée de protection et de conservation. » Ce projet n'aboutit pas.

Il en fut de même de la proposition soumise au Sénat en 1856 par MM. Troplong et Portalis. D'après ce projet, le secours aux filles-mères aurait été supprimé et l'on aurait établi les tours à raison de un par département. Les enfants assistés devaient être chez des pères nourriciers ou bien dans des hospices si c'était des garçons et dans des congrégations religieuses si c'était des filles pour être plus tard transférés en Algérie, les uns à l'âge de dix ans, les autres de seize ans et y être placés jusqu'à leurs majorité, les filles dans des maisons religieuses, les garçons dans des colonies agricoles dirigées par des ordres religieux. Les garçons étaient d'ailleurs mis d'une façon générale à la disposition de l'Etat qui pouvait les enrôler à l'âge de douze ans dans la marine et à quinze ans dans l'armée de terre. La commission sénatoriale qui examina le projet et dont le comte Sime fut le rapporteur trouva ces idées quelque peu absolues. Tout en investissant l'Etat de la puissance paternelle sur les enfants, elle écarta toute idée de les enrôler de force dans la marine ou dans l'armée. Au sujet du tour elle recommanda le maintien du *statu quo*. Et si elle admit en principe le placement des enfants en Afrique, elle le restreignit dans des proportions considérables. Le gouvernement intervint dans le débat et promit de préparer une loi. Mais en 1870 la loi n'était pas prête.

Entre temps, une enquête avait été confiée aux inspecteurs généraux de bienfaisance et de nouvelles discussions avaient eu lieu au Sénat. Le rapport de l'enquête publié en 1862 par M. Henri Durangel était très énergique contre le tour. Par contre au Sénat, en 1860, on avait renvoyé au ministre compétent une pétition de l'abbé Roques tendant au rétablissement obligatoire des tours et plus tard, en 1864, 1865, 1867, les mêmes idées trouvaient le même accueil.

La question ne fut plus étudiée jusqu'au jour où M. Brochard présenta au Sénat sa pétition pour le rétablissement des tours. Dans son mémoire, M. Brochard montre l'augmentation considérable des infanticides et des avortements de 1822 à 1874 ; il en accuse la suppression des tours, et il demande le rétablissement de l'article 5 du décret de 1811. Il soutient les mêmes idées dans son livre *La vérité sur les Enfants assistés*, développe sa théorie devant la Société d'économie politique (séance du 5 octobre 1877).

La presse s'occupe de la question et M. Bérenger y consacre au Sénat un rapport qui n'occupe pas moins de 28 colonnes du *Journal officiel* du 20 mai 1877.

M. Bérenger penche pour le rétablissement du tour, mais il ne se prononce pas pour sa résurrection immédiate ; seulement il trouve regrettable que la législation de 1811 ait été abrogée en fait, sans le concours des pouvoirs publics et les inconvénients du

système lui semblaient avoir été singulièrement exagérés. Bientôt après, M. Bérenger fait un pas de plus et saisit le Sénat d'une proposition de rétablissement des tours. D'autre part, M. de Lacretelle fait la même proposition à la Chambre des députés et demande l'existence d'un tour non seulement dans chaque hospice dépositaire, mais encore dans chaque mairie de chef-lieu d'arrondissement. (*Journal officiel* du 20 mai 1877.)

Depuis lors, la Chambre fut saisie à diverses reprises de projets de loi au sujet de l'abandon secret. Le 11 novembre 1890, la Chambre, sur une proposition de M. de la Ferronnaye qui demandait le rétablissement des tours, indiqua qu'elle était d'avis d'instituer un bureau ouvert pour la réception des enfants abandonnés. En 1897, M. Dulau, député des Landes, saisit la Chambre d'un projet tendant également au rétablissement des tours. Ce projet fut combattu très vivement par M. Reinach, qui demanda qu'avant de statuer il fut procédé à une enquête auprès de l'assistance publique.

Aucun de ces projets n'aboutit à un résultat.

II. — LA LOI DE 1904

La loi actuelle nous vient du Sénat.

En 1889, le directeur de l'assistance publique exposa dans un rapport au ministre de l'Intérieur les imperfections que présentait au point de vue du

droit et au point de vue humanitaire la législation des enfants assistés. Le remarquable travail de M. Henri Monod décida de la revision et servit de base aux délibérations du conseil supérieur de l'assistance publique, pour poser les préliminaires d'un projet de loi qui, après avoir été reçu par le gouvernement, était déposé au Luxembourg en février 1892.

Le projet de loi ne rencontra pas un seul adversaire dans les bureaux du Sénat. Tous les commissaires se déclarèrent partisans des deux principales innovations : admissions de tous les enfants abandonnés à bureau ouvert, fixation obligatoire d'un minimum de frais de pension pour les pupilles de l'assistance.

La commission spéciale désigna à l'unanimité comme rapporteur M. Théophile Roussel. C'est à lui et à M. Strauss rapporteur-adjoint, que revient l'honneur d'avoir conçu le projet de loi tel qu'il fut présenté aux délibérations du Sénat et qui fut adopté le 1^{er} mars 1904 après bien des attermoiements.

Théophile Roussel mourut avant de la défendre, et ce fut M. Strauss qui parvint à la faire passer malgré l'opposition du ministre des Finances. Cette loi fut votée en juin 1904, par la Chambre.

Le projet de loi de M. Strauss devenu loi, diffère du projet primitif du conseil supérieur de l'assistance publique en ce que celui-ci faisait retomber sur l'Etat seul les dépenses du service des enfants assistés, tandis que M. Strauss maintenait en grande partie l'organisation financière départementale :

M. Strauss avait dû par tactique parlementaire faire ces concessions pour pouvoir faire admettre les principes du bureau d'admission et du minimum de pension.

Nous rapportons ici les articles de la loi du 27 juin 1904 qui ont plus particulièrement trait au secret et à l'abandon, avec les commentaires qui les suivent dans la circulaire adressée aux préfets avec le texte de loi par le ministre de l'Intérieur (ou plutôt M. Monod) le 5 juillet 1904.

LOI DE 1904

TITRE III. — PUPILLES DE L'ASSISTANCE

Première section. — Mode d'admission

ART. 8. — « Dans chaque département, le préfet désigne après avis conforme du conseil général, l'établissement ou les établissements où peuvent être présentés les enfants dont l'admission en qualité de pupilles de l'assistance est demandée.

« La présentation a lieu dans un local ouvert le jour et la nuit et sans autre témoin que la personne préposée au service d'admission.

« L'admission peut avoir lieu sur demande écrite adressée au préfet. »

La loi s'en remet aux pouvoirs locaux du soin de décider quels sont les établissements où seront reçus les enfants abandonnés. On ne saurait *a priori*

assigner un établissement dépositaire soit à telle étendue de territoire, soit à tel chiffre d'habitants.

La fixation dépend du nombre des hospices, de leurs proportions et de leur agencement, du caractère et de la densité de la population, du nombre présumé d'abandons d'après l'expérience acquise, de la situation topographique, des facilités de communication. Ce sont là des éléments de décisions multiples qui ne se prêtent pas à une réglementation légale et dont les pouvoirs locaux sont les meilleurs juges.

Je viens de dire « du nombre des hospices... » C'est que l'établissement dépositaire n'est pas nécessairement, mais sera presque toujours effectivement installé dans un hospice public. Celui-ci en effet offre des facilités qu'on ne trouverait ailleurs qu'à grands frais. La désignation d'un tel hospice pour servir d'établissement dépositaire n'est pas subordonnée à l'adhésion de la commission administrative. Néanmoins la commission devra être préalablement consultée par vous et son avis sera incorporé au dossier de propositions que vous soumettrez au conseil général. Celui-ci est le véritable maître de la décision, puisque vous ne pouvez instituer un établissement dépositaire ou confirmer l'institution d'un établissement dépositaire fonctionnant actuellement que sur l'avis conforme de l'assemblée départementale.

Sur le second paragraphe de l'article, je m'expliquerai à l'occasion de l'article 10.

Le troisième paragraphe crée une facilité dont la limitation dépendra des circonstances. L'inspecteur

examinera dans chaque cas si les informations fournies par correspondance sont telles que l'intérêt de l'enfant commande son admission. La plupart du temps avant toute décision il présentera par écrit les objections ci-dessus énumérées à propos de l'article 9.

ART. 9.— La personne qui est de service déclare à celle qui présente l'enfant que la mère, si elle garde l'enfant, peut recevoir les secours prévus à l'article 7 et notamment un secours de premier besoin qui est alloué immédiatement. Elle signale les conséquences de l'abandon telles qu'elles résultent de l'article 22.

Si l'enfant paraît âgé de moins de sept mois et si la personne qui le présente refuse de faire connaître le nom, le lieu de la naissance, la date de la naissance de l'enfant ou de fournir l'une de ces trois indications, acte est pris de ce refus et l'admission est prononcée. Dans ce cas, aucune enquête administrative ne sera faite. En dehors de ce cas, lorsque les secours n'ont pas été acceptés, la personne préposée aux admissions transmet immédiatement au préfet avec son avis, les pièces et renseignements produits à l'appui de la demande ; toutefois elle peut recueillir provisoirement l'enfant si elle juge qu'il appartient à l'une des catégories définies par le troisième alinéa de l'article 2 (enfants trouvés, enfants abandonnés, orphelins, pauvres, enfants maltraités, délaissés ou moralement abandonnés), et qu'on ne saurait attendre sans péril pour lui la décision du préfet.

La plus importante innovation de la loi consiste

dans l'obligation imposée au service d'admettre des enfants à bureau ouvert, c'est-à-dire sans formalités sans enquête, sans bulletin de naissance avec la garantie du secret le plus absolu.

L'article 9 règle la procédure de ces abandons en indiquant quels enfants peuvent en bénéficier.

Une personne se présente à l'hospice dépositaire ; elle apporte un enfant et déclare qu'elle se propose de l'abandonner.

La femme préposée au service d'abandon (voir l'art. 60) s'assure d'abord que l'enfant ne paraît pas âgé de plus de sept mois.

S'il paraît âgé de moins de sept mois, elle demande trois choses : le nom de l'enfant, la date de la naissance, le lieu de sa naissance ; elle lit une affiche écrite en gros caractères placée dans un lieu très visible et ainsi libellée : « La personne qui présente un enfant âgé de moins de sept mois est interrogée sur le nom, la date et le lieu de naissance de cet enfant. Elle peut ne pas répondre à ces questions ». Puis avec douceur, avec bonté, elle explique que, si c'est la misère qui pousse à l'abandon de l'enfant, cet abandon peut être évité : que des secours suffisants pour élever l'enfant seront accordés à la mère pendant une, peut être deux, peut-être trois années (suivant les décisions prises par le conseil général) qu'un secours immédiat de premier besoin, comprenant, s'il y a lieu une layette, sera alloué. Elle insiste sur les conséquences de cet abandon, conséquences auxquelles si souvent les mères ne croient

pas, elles ne seront pas libres, ces mères de reprendre leur enfant à leur fantaisie : l'enfant abandonné par elles est un enfant perdu pour elles. Si ce n'est pas la mère qui présente l'enfant la préposée prie l'intermédiaire de revoir la mère et de lui transmettre les offres de secours, de lui faire connaître à son tour les conséquences rigoureuses de l'abandon. Elle ne suggère d'ailleurs cette idée que s'il ne lui apparaît pas que l'intérêt de l'enfant est d'être immédiatement admis et elle le fait sans que rien dans son ton explique une contrainte quelconque. Ces précautions prises et ces efforts restés infructueux, la personne qui présente l'enfant persistant à l'abandonner sans répondre aux trois questions ci-dessus indiquées, l'admission est prononcée.

Si l'enfant est âgé de plus de sept mois l'on procède comme on le fait actuellement. Mais les secours temporaires étant désormais suffisants, le service aura beaucoup plus de force pour obtenir au cours de l'enquête que l'acceptation de ces secours soit substituée à l'abandon.

L'exposé des motifs de la loi s'exprimait ainsi :

« C'est principalement afin de permettre l'offre de secours que nous préférons la création du bureau ouvert au rétablissement du tour. Sans doute, lorsque les circonstances rendront l'abandon nécessaire ou lorsque par égoïsme la mère y sera fermement résolue, l'offre sera inutile, mais ces partis pris ne sont pas le fait habituel ; ils répugnent trop à la nature. Souvent la mère sera ou se croira décidée en arri-

vant à la maison dépositaire et ne le sera plus quand elle en aura franchi le seuil ; souvent elle hésitera au moment de se séparer de son enfant, de le livrer pour toujours à des mains inconnues. Si dans un tel instant des paroles affectueuses sont adressées à la mère, si des secours lui sont promis et si en même temps on lui signale les conséquences de l'abandon, si on lui apprend que le lieu du placement des pupilles reste secret, qu'elle pourra seulement et encore à des intervalles éloignés être renseignée sur l'existence ou la mort du petit abandonné, ne provoquera-t-on pas maintes fois un élan plus fort que les suggestions de l'intérêt matériel ?

Pour s'acquitter d'une telle mesure il faut principalement une bonté communicative qui inspire confiance : ce sont des femmes, surtout des femmes d'humble condition, comme le seront presque toujours aussi les comparants qui obtiendraient le plus souvent ces revanches de l'amour maternel.

Le secours de premier besoin prévu par l'article 9 a pour but de permettre à la mère d'attendre les besoins proprement dits, dont le mandatement n'a lieu souvent qu'après un mois. Le secours de premier besoin pourra être délivré soit par l'établissement dépositaire, soit par un employé du service à qui des avances en régie seront faites à cet effet, à charge d'en justifier dans les formes édictées par les règlements de la comptabilité départementale.

ART. 10. — Dans les établissements dépositaires, les per

sonnes préposées aux admissions sont nommées par le préfet sur la proposition de l'inspecteur départemental. Lorsque l'établissement est un hospice, ces personnes doivent être au préalable agréées par la commission administrative.

Si la loi a consacré un article aux personnes préposées aux admissions, si elle a voulu qu'elles fussent nommées par vous-même, c'est que leur tâche sera des plus délicates et des plus importantes, et que vous ne saurez donc apporter trop de soin à les choisir.

Là où l'établissement dépositaire sera dans un hospice, la personne qui vous sera présentée par l'inspecteur départemental devra être au préalable agréée par la commission administrative, on ne saurait installer dans un hospice un agent contre le gré de ceux qui administrent cet hospice. La commission tiendra d'ailleurs certainement à honneur de seconder l'inspecteur dans la présentation qu'il devra vous faire et de mettre à la disposition des enfants assistés une personne d'élite.

Une personne suffira-t-elle. Vous l'examinerez. Ne perdez pas de vue que l'article 8 exige que le local où les admissions auront lieu soit ouvert de jour et de nuit, il s'agit donc d'une organisation toute nouvelle et qui, ne fonctionnant qu'à intervalles quelquefois assez éloignés, ne justifierait pas une dépense importante. Cette installation doit être telle, qu'accessible en tout temps à tout venant, elle ne soit plus, lorsqu'une personne s'y est présentée, accessi-

ble qu'au seul agent que vous avez chargé des admissions, « sans autre témoin, dit l'article 8, que la personne préposée au service ». La question est difficile et pour chaque établissement dépositaire elle devra être étudiée par l'inspecteur avec un soin minutieux.

Il est désirable que la personne que vous choisirez pour préposée aux admissions soit une femme. L'inspecteur lui exposera clairement ses devoirs, les sentiments dans lesquels elle devra s'en acquitter, il lui fera comprendre les obligations strictes que lui imposent le respect du secret professionnel et les suites pénales auxquelles l'exposerait une violation quelconque de ce secret. Sur les personnes qui ont abandonné un enfant de moins de sept mois sans répondre aux questions, « aucune indication quelconque ne devra être donnée par elle à qui que ce soit, pas même à l'inspecteur départemental, pas même à vous. Cette dernière observation accentue encore l'importance de la fonction et par conséquent du choix que vous aurez à faire ».

Troisième section. — Placement et surveillance.

ART. 19. — Le préfet peut, après avis conforme du conseil général, déclarer par arrêté, qu'un établissement dépositaire est installé ou cesse d'être installé dans un hospice.

Un établissement dépositaire peut être installé dans un immeuble possédé ou loué par le département, l'installation

a lieu en vertu d'un arrêté préfectoral pris sur l'avis conforme du conseil général, après avis du conseil d'hygiène du département.

Les enfants en bas âge sont placés dans une crèche et les autres dans un quartier spécial. Les personnes chargées de surveiller et de soigner les enfants ont seuls accès dans ces locaux.

Si le droit conféré au préfet de déclarer, après avis conforme du conseil général, qu'un hospice sera déclaré établissement dépositaire n'est pas subordonné au consentement de la commission administrative, l'avis de cette commission devra toujours être demandé.

Des engagements ont été pris à cet égard au cours de la discussion devant la Chambre des députés.

La loi n'a prévu la consultation du conseil d'hygiène du département que pour le cas où l'établissement dépositaire est l'objet d'une installation nouvelle dans un immeuble autre que celui d'un hospice, mais rien ne vous empêche toutes les fois que vous le jugerez utile de prendre l'avis du conseil d'hygiène non seulement sur le fait même de l'installation ou du maintien de l'établissement dépositaire dans un établissement hospitalier mais sur les conditions de cette installation. L'intervention provoquée par vous du conseil d'hygiène vous permettra de faire apporter des notifications heureuses, la plupart du temps simples et peu coûteuses dans les installations existantes.

TITRE IV. — ADMINISTRATION

ART. 29. — Le service des enfants assistés est réglé par le conseil général, il est administré par le préfet et sous l'autorité du préfet par l'inspecteur départemental de l'assistance publique. Dans le département de la Seine il est administré sous l'autorité du préfet par le directeur de l'assistance publique.

Le service des enfants assistés garde un caractère départemental. En conséquence, la loi maintient la compétence attribuée au Conseil général pour régler son organisation par l'article 46 de la loi du 10 août 1871.

Quant au préfet il est pouvoir exécutif et il administre le service par l'entremise de l'inspecteur de l'assistance.

TITRE V. — DÉPENSE

ART. 39. — Les enfants désignés dans le paragraphe 1^{er} de l'article 6 (enfants trouvés) et les enfants admis en exécution du paragraphe 2 de l'article 9 (à bureau secret) ont leur domicile de secours dans le département où ils ont été portés à un établissement dépositaire.

Les enfants désignés dans l'article 3 (enfants secourus) ont leur domicile de secours dans le département où ils sont nés.

Les enfants désignés dans l'article 4 (enfants en dépôt) dans l'article 5 (enfants en garde) et dans les paragraphes 2, 3, 4 et 5 de l'article 6 (enfants abandonnés, orphelins pau-

vres, enfants délaissés, maltraités ou moralement abandonnés) ont leur domicile de secours dans le département où ils sont recueillis.

Les dépenses occasionnées par des enfants n'ayant leur domicile de secours dans aucun département sont remboursées par l'Etat.

Cet article change complètement les règles actuelles du domicile de secours. Il les ramène à deux, dont la constatation ne peut prêter à aucune difficulté :

1° Les enfants admis dans le service des enfants assistés proprement dit (pupilles, enfants en dépôt, enfants en garde), ont leur domicile de secours dans le département qui les a recueillis ;

2° Les enfants admis au bénéfice du secours temporaire ont leur domicile de secours au lieu de leur naissance.

Ce système semble exclure la possibilité des contestations, il supprime dès lors les enquêtes dont les conséquences étaient parfois si regrettables et presque toute la correspondance relative à la recherche du domicile.

ART. 48. — Les recettes et les dépenses du service font l'objet d'articles spéciaux dans le budget de chaque département, elles sont votées annuellement par le conseil général.

ART. 44. — Les dépenses se divisent en dépenses de service et dépenses de surveillance.

ART. 45. — Les dépenses du service déduction faite des

frais occasionnés par des pupilles sans domicile de secours lesquels sont intégralement à la charge de l'Etat, ainsi que des recettes provenant du remboursement des départements ou des familles, du produit des amendes correctionnelles, du produit et des revenus des legs et des dons applicables au service sont payées pour deux cinquièmes par le département, pour deux cinquièmes par l'Etat, pour un cinquième par les communes.

Cet article dégrève les départements, la part contributive de l'Etat passant de un à deux cinquièmes.

Avant de répartir les dépenses entre l'Etat, les départements et les communes, il faut déduire :

1° Les frais occasionnés par les pupilles sans domicile de secours (jeunes Français tombés à la charge de l'assistance publique à l'étranger) qui sont entièrement à la charge de l'Etat ;

2° Les dépenses remboursées soit par d'autres départements, en vertu des règles sur les domiciles de secours, soit par les familles ;

3° Le produit des amendes de police correctionnelle dont après certains prélèvements il revient un quart au service (loi du 28 avril 1893) ;

4° Le produit des revenus dons et legs applicables au service.

L'article 45 fixe à un cinquième la part contributive des communes.

Le Conseil d'Etat, par un avis du 10 mars 1881 a décidé que les charges du service doivent porter sur l'ensemble des communes sans distinguer entre celles

qui ont des enfants et celles qui n'en ont pas. Cette décision emprunte une force nouvelle à l'institution du bureau ouvert. Ce principe admis, les conseils généraux sont libres d'arrêter le système de répartition entre les communes. Une circulaire du 21 août 1839, leur a recommandé de prendre pour base le revenu ordinaire de la commune combiné avec le chiffre de la population.

ART. 48. — Les dépenses d'inspection et de surveillance sont à la charge de l'Etat : elles comprennent les traitements et les indemnités détournées et de déplacements du personnel, et généralement les frais occasionnés pour la surveillance du service.

CHAPITRE II

Discussion du principe de l'abandon secret

Quels sont les arguments que l'on peut faire valoir pour et contre le principe de l'abandon secret ?

« On peut résumer les discussions qui se reproduisent sans cesse à ce sujet, en disant que la question met en conflit les sentiments de générosité et les principes de morale.

« D'une part, les uns veulent voir adopter le système le plus large, de manière à ne pas laisser de pauvres petits innocents exposés aux conséquences dangereuses du désespoir maternel. D'autre part, les autres ne veulent pas que la générosité publique s'exerce au profit de créatures indignes et au détriment des contribuables.

« Les divers arguments que nous allons développer et qui ont été produits de tout temps pour et contre l'institution de l'abandon secret se ramènent aux deux idées générales que nous venons d'indiquer. »
Léon Milhaud (1).

1. *Revue philanthropique*, t. II, p. 17.

A. — OBJECTIONS AU PRINCIPE DE L'ABANDON
SECRET ET RÉFUTATION

I. — *Le secret de l'abandon est un principe démoralisateur dont l'application entraîne l'abandon d'un grand nombre d'enfants légitimes, sans aucune compensation réelle.*

α) EXPOSÉ DE CES OBJECTIONS

a) « Le tour (ou plus exactement le principe de l'abandon secret qu'il représente est la plus belle machine à démoraliser qu'on ait pu inventer (Henri Burgham). En instituant cette possibilité d'abandon secret, la société « s'emploie à la réparation de l'immortalité, du désordre, elle semble dire aux gens qu'ils peuvent être vicieux à leur aise, puisqu'elle a pris ses dispositions pour qu'ils ne souffrent pas du fait de leurs désordres. Qu'est-ce en somme que le tour ? C'est pour parler comme M. Gérando un avis donné au public, c'est une affiche apposée dans la rue et portant « quiconque voudra se débarrasser du soin de son enfant, pour en donner la charge à la société, est invité à le déposer ici et sera dispensé de toute justification ».

C'est un gouffre où les profondeurs cachent à jamais et les turpitudes de la femme mariée et les défaillances de la jeune fille. Cette femme coupable, cette jeune fille qui n'a cédé peut-être qu'à un entraî-

nement passager, à une surprise des sens ou au piège de son cœur, si elles n'avaient pas eu le tour sous la main, n'auraient peut-être pas songé à jeter leur enfant sur la voie publique, moins encore à lui ôter l'existence. L'une aurait accepté ce titre de punition méritée, sa déchéance d'épouse et l'autre eut conservé l'espoir d'obtenir, par l'accomplissement de son devoir naturel, sa réhabilitation personnelle et sociale. Mais on a pris soin d'ôter à leur action, de le jeter au tour tous les caractères extérieurs du crime ; on a rendu cette action, légalement irrépréhensible ; et dès lors la tentation de la commettre est devenue très grande, en certains cas même irrésistible, et il n'y a point que les mères naturelles et les femmes adultères a y céder. A. de Fontpertuis. *Journal des économistes*, numéro de mars 1878.)

B. — Un certain nombre d'enfants légitimes (1/20 d'après l'enquête de 1862) étaient en effet déposés aux tours, lors de leur existence.

Dans le compte rendu de cette même enquête de 1862, on peut relever cette constatation de l'inspecteur des enfants assistés de la Seine, « que l'abandon des enfants naturels est plus facile à prévenir et à faire cesser que celui des enfants légitimes. Le tour devient ainsi pour certains parents dénaturés, une ressource. De même les inspecteurs de Seine-et-Oise et de Seine-Inférieure se plaignaient du grand nombre d'enfants légitimes abandonnés.

C. — L'abandon secret possible, c'est donc l'abandon probable d'un grand nombre d'enfants qui sans cela

eussent été élevés dans leur famille. Et quelles compensations donnera-t-il ? Des compensations nulles. Les cas où le secret est demandé sont extrêmement rares. Dans l'enquête à laquelle la direction de l'assistance publique s'est livrée à propos du projet de loi de 1904 sur les services des enfants assistés, un inspecteur départemental raconte que durant une période de sept ans, le secret ne lui fut demandé que cinq fois. D'un autre côté dans un rapport au conseil supérieur de l'assistance publique, M. Brueyre affirme que les cas dans lesquels les mères se préoccupent du secret à garder sont exceptionnels (à peine 4 o/o). L'abandon est un remède pis que le mal.

β) RÉPONSE A CES OBJECTIONS.

1° La société n'a pas pour but d'amener au repentir et à la mortification ceux de ses membres qui ont péché. Lorsqu'elle prononce un châtiment c'est simplement pour amener le coupable à ne pas lui nuire désormais.

Du reste la conception de l'immoralité des grossesses illégitimes n'est pas une idée sociale, mais une idée chrétienne qui secondairement pendant très longtemps a dominé l'esprit de nos lois. C'est donc à la religion que revient le rôle de ramener dans le droit chemin ceux qui se seraient écartés de sa morale. L'adultère (et par conséquent la grossesse

adultérienne) seul tombe sous le coup de la loi. Et encore la tendance actuelle est de considérer l'adultère comme un délit privé, non comme un délit social. La société se place à un tout autre point de vue, elle veut vivre, et pour vivre forte et respectée, elle a besoin du capital humain le plus nombreux possible.

Une femme tombe-t-elle enceinte ? Qu'elle soit fille ou mariée peu importe, l'enfant qu'elle a conçu sera plus tard une force pour le corps social. Si la mère est dans l'impossibilité morale ou naturelle d'élever cet enfant, la société a le devoir de se substituer à elle plutôt que de laisser perdre une unité humaine.

Et puis, la fille qui s'est livrée, même la femme qui a trompé son mari sont-elles tellement coupables qu'il faut à toute force les punir et les contraindre à une vie de misères et de remords ?

Dans les deux cas est-il bien sûr que la société n'a aucune part de responsabilité ?

Est-il bien sûr que le mariage tel qu'il est pratiqué actuellement ne soit pas une institution déviée de son but ?

Et en tout cas pourquoi telle femme mariée devenue enceinte en l'absence de son mari, serait-elle punie davantage que celle qui en la même absence de ce même mari prend un amant sans avoir d'enfants ?

Et quelle protection la loi accorde-t-elle aux filles pauvres contre la séduction des hommes ?

Une fille pauvre a-t-elle un enfant d'un homme riche, l'institution du mariage est telle que pratiquement le mariage de cette fille avec le père de son enfant sera le plus souvent impossible ou en tout cas très difficile même si le père désire l'union avec celle qu'il a fécondée.

Si d'autre part le père quelle que soit sa situation, quelle que soit l'honnêteté de la fille séduite refuse de reconnaître l'enfant qui pourtant sans aucun doute est le sien, la loi empêche la fille-mère d'avoir aucun recours contre son séducteur.

Pour que la société n'ait aucune responsabilité ou du moins n'ait qu'une responsabilité très limitée dans les grossesses illégitimes ou adultériennes, il lui faudrait donc modifier l'institution du mariage, la rendre plus abordable. Il lui faudrait de plus admettre la recherche de la paternité.

C'est ce qu'a bien montré depuis longtemps déjà M. Frédéric Passy.

La recherche de la paternité était inscrite dans nos anciennes lois et jusqu'à ce qu'un procès eut vidé la question en elle-même, une provision alimentaire à la charge du père était assurée à la fille-mère sur sa seule affirmation.

Maintenu et régularisé par la loi du 12 brumaire an II, ce droit a disparu entièrement de nos nouveaux Codes, en vertu de l'article 340 du Code civil.

Ce n'est pas que beaucoup de législateurs ne se soient élevés contre cette suppression. M. Le Play dans son livre de la *Réforme Sociale*, demande l'abro-

gation de l'article 340. M. Jules Favre (1) s'écriait dans une cause célèbre : « C'est une honte pour la civilisation que cette loi, qui met le sexe le plus faible à la discrétion du plus fort et qui permet à l'homme de chasser celle qu'il a séduite avec le fruit de ses entrailles ». D'ailleurs, dans plusieurs grands pays, la recherche de la paternité est permise. Il en est ainsi en Angleterre, dans les cantons suisses, aux Etats-Unis, en Autriche, en Bavière. Dans ces pays les avortements sont-ils moins nombreux ? Il semble en Angleterre notamment, que les avortements et les naissances illégitimes soient moins fréquents qu'en France. Mais s'agit-il bien là d'un effet direct de cette loi sur la recherche de la paternité ? Ne faut-il pas aussi tenir compte de la différence des mœurs ? La femme paraît plus respectée en Angleterre, l'homme se marie volontiers plus jeune. Ce dernier facteur est certainement de première importance.

En Italie où la paternité ne se recherche pas, mais où les mariages sont précoces, le rapport des naissances illégitimes aux autres est à peu près égal à celui obtenu en Angleterre.

Par contre en Bavière, quoique la recherche de la paternité soit permise, mais où l'usage, établit des obstacles insurmontables au mariage dans les classes pauvres, les naissances illégitimes y sont par

1. Jules Favre, cité par A.-F. de Fontpertuis. *Journal des Economistes*, mars 1878.

contre fort nombreuses. En somme l'utilité de la recherche de la paternité n'est donc pas absolument établie : le problème est beaucoup plus complexe et ne saurait être résolu par une simple loi. Les adversaires de la recherche de la paternité ont même prétendu que cette recherche n'est possible qu'au prix de très grands désordres et qu'elle agit comme stimulant à la dépravation et à l'accroissement des naissances illégitimes,

Nous n'avons pas du reste à étudier ici le problème de la recherche de la paternité. C'est œuvre purement législative. Nous avons voulu seulement indiquer quelques-unes des principales données du problème.

2° L'établissement du bureau d'admission ouvert provoquera dit-on l'abandon d'un grand nombre d'enfants légitimes. Or les cas où le secret est demandé sont extrêmement rares.

Pour répondre à cette objection, il nous suffira d'examiner quels peuvent être les mobiles d'abandon.

Qu'il s'agisse d'une femme mariée ou d'une fille mère, ces mobiles peuvent se ramener croyons-nous à trois principaux :

a) La nécessité du secret (fille mère, femme adultère);

b) La misère (filles mères, femmes légitimes) ;

c) La dépravation ;

a) *Le secret*. — « Il se peut qu'à Paris et dans certaines grandes villes, ne soit que très rarement

demandé. Mais en province le secret a dû être réclamé bien souvent depuis la suppression des tours puisqu'on a trouvé dans les archives de certaines villes de nombreuses requêtes rédigées en ces termes.

« Messieurs les Administrateurs,

« Veuillez, je vous prie, accorder l'assistance hospitalière à un enfant du sexe... nommé. Je certifie, que cet enfant est adultérin, que sa mère est née dans l'arrondissement de Brest et y demeure, que sa position sociale exige que son nom reste ignoré (1).

Brest, le

Signé :

Admettons même la rareté des cas où le secret est demandé. Cette rareté ne devrait jamais nous conduire à négliger cette faible proportion. L'inspecteur départemental dont nous rapportons plus haut la statistique raconte que « pour s'assurer le secret en abandonnant leurs enfants, les mères durent aller le trouver non au bureau de la préfecture, mais à son domicile particulier.

Nous pensons, contrairement à lui, que cet exemple suffirait pour démontrer la nécessité d'assurer officiellement le secret de la maternité. En vain dit-on à une mère qu'elle n'a à redouter aucune indiscretion. Comment, au moment de se fier à une per-

1. Voir l'enquête portée auprès des inspecteurs départementaux. fasc. 28 du conseil supérieur à l'Assistance publique.

sonne qu'elle ne connaît pas, qu'elle n'a jamais vue, ne serait-elle pas assaillie par des doutes, par des craintes, des hésitations qui détruisent sa confiance et ébranlent sa résolution ? Or ce sont précisément les perpétuelles angoisses de la mère qui menacent le plus la vie de l'enfant. C'est par elles que se commettent le plus d'infanticides non seulement après, mais avant la naissance de l'enfant (Moniez) (1).

Du reste, le fait que rares sont les cas dans lesquels les mères qui abandonnent, déclarent tenir au secret, ne prouve absolument rien ; car il donne la proportion des mères qui désirent le secret parmi celles qui abandonnent, et il ne dit pas le nombre des mères qui commettent un crime parce qu'elles tiennent au secret (Léon Milhaud) (2).

b) *La misère.* — Hormis ces cas où la situation de la mère l'oblige à tous prix à se débarrasser d'un intrus, les abandons ne sont guère occasionnés que par la misère ou la dépravation. Les filles-mères, bonnes, gagnent à peine 20 francs par mois, et elles sont parmi les plus favorisées, car elles sont nourries et logées. Les ouvrières d'usine gagnent rarement plus de 1 fr. 50 par jour. Enfin restent les ouvrières à domicile (celles qui, semble-t-il, pourraient le plus facilement élever et surveiller leur enfant). Or d'après L. Milhaud, le gain de ces ouvrières varie de 1 fr. 25 à 1 fr. 50 par jour et il n'y a guère que deux cent cinquante à trois cents jours de travail par an.

1. Moniez, *Revue philanthropique*, t. XII, p. 14.

2. *Revue philanthropique*, t. II, p. 20.

Comment ces malheureuses, abandonnées à elles seules, pourraient vivre elles et leur enfant ? Il ne leur reste que deux solutions : l'abandon ou la prostitution. Beaucoup de mères légitimes ne sont pas dans de meilleures conditions.

Or à ces mères indigentes, légitimes ou non, la loi de 1904 octroie un secours. Et si, ignorantes de leur droit, elles viennent, découragées, pour abandonner leur enfant au bureau d'admission, elles s'y trouvent en présence d'une femme comme elles, du même milieu qu'elles.

« Elles n'hésitent pas à parler, à dire le motif de leur résolution désespérée. Une parole de sympathie les émeut, l'idée de perdre à jamais leur enfant les arrête. Une promesse de secours les réconforte. Lorsque ces malheureuses reçoivent l'assurance que pendant un an, dix-huit mois, pendant la période la plus difficile de l'élevage, un secours mensuel leur sera délivré « l'horrible hantise les abandonne ; l'amour maternel l'emporte. Un secours d'urgence alloué sur place et sur l'heure leur est un gage décisif de ces promesses d'appui bienfaisant. Dès lors l'abandon est évité » (Strauss).

c) *La dépravation.* — Dans ces conditions, il n'y a guère que les femmes dépravées qui consentiront à se défaire de leur enfant. Or sans doute, c'est toujours un mal pour un enfant d'être élevé loin de ses parents, mais si ces parents sont indignes le mal devient un bien. S'il s'agit d'une fille-mère prostituée, l'assistance assurera à l'enfant une éducation maté-

rielle et morale meilleure que celle qu'il aurait eu dans le milieu où vit sa mère.

Si d'autre part il y a des parents assez dénaturés pour vouloir se séparer de leurs enfants légitimes par égoïsme ou par vie, mais sans y être contraints par la misère, il vaut mieux pour la société que ces enfants ne restent pas au contact de semblables parents. Et il est fort préférable que les enfants que l'administration recueillera ainsi à leur naissance sont de ceux qu'elle aurait dû recevoir plus tard comme moralement abandonnés pour les soustraire aux mauvais traitements ou aux mauvais exemples de leur famille. » (Léon Milhaud.)

II. — *Admettons même le secret de l'abandon disent les adversaires du tour. — Ce secret n'est pas suffisant et est même illusoire si la grossesse et l'accouchement n'ont pu être réellement secrets.*

« Les premières constatations matérielles, pénibles, probantes, dit Maurice Etienne (1), qui devraient les faire tressaillir doucement d'une joie infinie, sont pour elles la confirmation la plus affolante de leur navrante infortune. Longtemps elles cachent, elles dissimulent ; le corset fait son œuvre ; mais l'heure de la dissimulation impossible arrive, fatale, dénonciatrice. Et alors que leur état réclame foyer, soutien, milieu, les portes de la rue s'ouvrent pour elles

1. Maurice Etienne. *Maternité et misère*, Paris, 1905.

larges et inhospitalières. Et chacune va bientôt comme nous l'a montré douloureusement M. Cheysson (1), grossir le troupeau de ces centaines de malheureuses créatures que la province expédie au pavé de Paris, triste exode de filles engrossées et chassées au nom de la vertu bourgeoise. Beaucoup vont aussi aux faiseuses d'anges, dans ces bouges de matrones qui sentent le cloaque et le crime ; et là l'immonde avortement étrangle obscurément la vie à sa source, et rejette au néant l'existence qui n'est pas encore. Leur crime est immense, mais leur excuse est qu'elles sont moins coupables que la société qui dans leur faute à une lourde part de complicité ».

Dans son rapport au conseil général de 1878, M. le Dr Thulié fait également remarquer que la femme qui tue son enfant est celle qui a caché sa grossesse ; qui n'a pas voulu être assistée dans son accouchement, et que celle-là n'ira pas porter son enfant à l'hospice pendant qu'il vit encore, de peur que les pleurs de son enfant puissent la trahir... Il est plus sûr de mettre sa main ou sa couverture sur la bouche de l'enfant dès sa naissance que de traverser les rues d'une ville avec un fardeau si dangereux.

Mais on peut répondre à cette observation que dans les grandes villes, les filles-mères peuvent dissimuler leur grossesse sans crainte d'indiscrétions

1. Cheysson. « Invasion de la misère provinciale à Paris ». *Office central*, Paris, 1904.

comme dans les villages. En supposant qu'un docteur, qu'une sage-femme, que des inconnus aient su son accouchement, peu lui importe si l'événement se produit loin de son pays. L'essentiel pour elle est de revenir dans sa contrée, dans sa famille, sans qu'il reste aucune trace de sa faute. Si donc elle est certaine de pouvoir se débarrasser de son enfant en le confiant à l'administration et sans s'exposer à divulguer son malheur dans la région où il faut qu'il ne soit pas connu, elle n'aura pas recours au crime pour faire disparaître l'enfant qui la gênait.

Cette restriction n'empêche pas la valeur de cet argument de subsister tout entière dans la plupart des cas. Les défenseurs les plus autorisés du secret de l'abandon ne le nient pas. Et c'est pour cela qu'ils préconisent l'ouverture de maisons secrètes et de maternités secrètes pour femmes enceintes.

Dès le début de la grossesse la société doit agir pour prévenir les risques d'avortement et les menaces d'infanticide. « Au lieu d'être tardif le tour complet, trilogique doit se dérouler en trois étapes : le refuge ouvroir, la maternité secrète, le bureau secret d'admission. Aucune solution de continuité : l'assistance préventive et préservatrice des nouveaux-nés en danger ne se ralentit pas, elle a toute son ampleur et son efficacité. Et, dès le refuge ouvroir, l'action préventive d'abandon s'exerce pour s'étendre au delà de la convalescence, jusqu'à la fin de la période de l'élevage des nourrissons, elle ne doit pas s'interrompre un seul jour, variable, changeante, mais tou-

jours efficace pour atteindre sûrement son but de préservation immédiate et de protection à longue portée (Strauss). »

Malheureusement la loi ne prévoit pas jusqu'ici l'établissement de pareilles maisons. Les institutions qui existent sont peu nombreuses et d'ordre privé.

Contre de pareilles institutions d'ordre public on a fait surtout valoir des raisons financières.

« Les maternités clandestines a-t-on dit, vont contre le but que se propose l'assistance médicale gratuite. Cette assistance est basée uniquement sur l'indigence des malades. Or en permettant le secret sur l'état civil de la future accouchée, par ce fait même, l'administration de l'hôpital s'interdit tout contrôle sur le droit à l'assistance et sur le domicile de secours. L'assistance médicale gratuite par sa conception même refuse de secourir une inconnue. Le département, qui est obligé de se conformer à cette loi veut pratiquer la recherche du domicile de secours afin de ne pas supporter les frais qui, en réalité, doivent parfois incomber à des départements voisins. Peut-être est-ce là la cause qui a forcé certains conseils généraux à supprimer la maternité secrète dans leur département. Les filles mères affluaient vers ces maternités plus bienveillantes et le budget de ces hôpitaux s'en trouvait lourdement grevé.

De simples raisons financières ne devraient pas être une objection sérieuse lorsqu'il s'agit de sauver des vies humaines. Le fait que certains départements plus tolérants paient pour d'autres tomberait, si

l'institution des refuges ouvriers était généralisée. Et si ces établissements coûtaient un certain prix à fonder, à entretenir, que d'avantages n'auraient-ils pas ?

Si l'institution des refuges ouvriers, des maternités secrètes n'a pas été inscrite dans la loi de 1904, ce n'est pas qu'elle fût contraire aux auteurs de cette loi, ou qu'elle n'ait pas été prévue, par eux, c'est simplement parce que dans une société il est bien difficile de faire du premier coup une loi complète.

Pour faire admettre un principe aux timorés qui font la majorité des assemblées, il faut souvent n'appliquer ce principe que partiellement.

Telle a été la tactique de M. Strauss, pour la loi de 1904, maintenant que le principe du secret de l'abandon est accepté, il faut espérer qu'on ne sera plus longtemps sans former législativement des moyens d'assurer le secret de la grossesse et de l'accouchement.

B. — AVANTAGES DE L'ABANDON SECRET

A l'heure actuelle l'abandon secret est possible. Il est même facile. Mais jusqu'au dernier moment par tous les moyens, la société essaye de faire naître chez la mère un sentiment maternel assez fort pour lutter contre les préjugés ; par l'établissement de secours suffisants elle empêche que l'abandon ne soit causé par la misère seule.

Empêcher le secret ce serait alors frapper l'enfant.

La honte, surtout quand elle apparaît avec la perspective d'une longue durée est un mobile d'une incalculable portée capable d'étouffer tout sentiment naturel. Pour s'y soustraire, la jeune fille séduite qui n'a pas la ressource du secret est capable de commettre un infanticide à moins qu'elle ne préfère commettre un avortement. Quant aux mères dépravées, aux prostituées pour lesquelles la venue d'un enfant serait un empêchement à une vie de désordre, elles n'hésiteraient pas dans ces conditions à faire disparaître le gêneur par la mort.

Et les faits sont là pour attester qu'il ne s'agit pas ici d'une hypothèse chimérique.

Prenons tout d'abord la période pendant laquelle on a supprimé les tours (1822-1862).

Les statistiques de la justice criminelle établissent que le nombre des avortements poursuivis qui n'était que de 19 en 1822 à la veille de la fermeture des premiers tours, était devenu de 73 en 1862 où il n'y avait plus de tours, tandis que le chiffre des infanticides s'élevait dans la même période de 88 à 220. C'est-à-dire que l'un de ces crimes se commettait près de quatre fois plus souvent et l'autre trois fois plus souvent. En même temps et seulement pour une période de quinze ans (1839-1853), le nombre des mort-nés s'accroissait de un sixième.

Les adversaires de l'abandon secret ont, il est vrai, essayé d'expliquer ces statistiques. En ce qui con-

cerne les mort-nés, M. de Watteville (1) fait remarquer qu'étant donné la faiblesse de l'écart en question, on pouvait le considérer comme dû à ce fait que, en 1839, année où pour la première fois on s'occupa d'enregistrer les enfants mort-nés, la statistique ne se fit pas avec autant d'exactitude qu'en 1853.

De même on a tenté d'attribuer l'augmentation de la criminalité (avortements, infanticides) à une répression plus active de ces crimes.

On a essayé aussi de montrer que l'augmentation des infanticides pour la période de 1824 à 1856 ne coïncidait pas dans chaque région avec la fermeture du plus grand nombre de tours. C'est ainsi que M. de Watteville recherchant pour chaque département la part dans l'augmentation des infanticides, a constaté que cette augmentation pour la période de 1826 à 1854, a été la plus faible dans les départements qui ont fermé jusqu'à six tours et la plus forte dans ceux qui n'en ont fermé que deux ou un. Il ajoutait que le département du Nord qui ferma ses cinq tours en 1848 ne vit cette année poursuivre que deux infanticides bien que cette époque eut coïncidé avec une recrudescence dans la proportion de ce genre de crime. Mais il y a lieu de se demander si les tours fermés fonctionnaient régulièrement pendant leurs dernières années d'existence, ou s'ils

1. De Watteville. Rapport sur les tours, les abandons, les infanticides, les mort-nés de 1826 à 1854.

n'avaient pas été détournés de leur but par suite de la surveillance nécessaire dont ils étaient devenus l'objet de la part de la police.

Du reste peu nous importe ces statistiques anciennes. Depuis 1862 c'est-à-dire depuis la suppression de l'abandon secret et l'établissement de l'abandon après enquête, le nombre des infanticides, des avortements, des mort-nés surtout n'a cessé de s'accroître dans des proportions inquiétantes. On trouvera à ce sujet des chiffres édifiants dans les thèses de Legier (thèse, Paris, 1877) et de Brochard (thèse, Paris, 1878) et pour la période plus récente dans le rapport du docteur Socquet à l'Académie de Médecine (14 août 1891).

A vrai dire d'après les documents officiels il y aurait peut-être moins d'infanticides depuis quelques années. Le rapport sur la justice criminelle de 1896 donne à ce sujet d'intéressants détails.

	1887	1888	1889	1890	1891	1892	1893	1895	1896
	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Infanticides { poursuivis....	160	183	193	164	146	148	124	132	148
{ non poursuivis	307	385	390	252	267	237	279	288	178
Total.....	467	568	583	416	413	385	403	420	326

En 1898 dit M. Dromineau, il n'y aurait plus que 105 infanticides jugés et seulement 87 en 1899. En faut-il conclure que le nombre des avortements et celui des infanticides a diminué. Tout d'abord si les poursuites sont moins nombreuses, cela tient peut-être à ce que la justice ferme plus facilement les yeux depuis que le jury paraît avoir plus de mansuétude et plus d'indulgence pour la malheureuse fille-

mère. Et surtout le nombre des avortements est fort loin d'être connu.

En ce qui concerne les mort-nés, M. Béranger établit dans son rapport au Sénat en 1877 que le nombre total des mort-nés, de 25.490 qu'il était en 1839, s'est élevé à 44.487 en 1873 et qu'en s'attachant aux seules naissances illégitimes le rapport des mort-nés aux vivants n'est plus que de 1/11, à la deuxième de ces dates au lieu de 1/120 à la première.

Depuis 1873 ce chiffre s'est encore accru dans des proportions considérables.

Pour MM. Dulau et Martin, les avortements et les infanticides nous feraient perdre annuellement 50.000 enfants (Sénat, 12 juin 1899).

Le Dr Delbet (1) s'exprime ainsi sur les causes de la dépopulation : « Je ne crains pas de le proclamer bien haut, l'avortement provoqué est aujourd'hui une des causes de la diminution de la natalité. Dans le service de Necker où M. le Dr Le Dentu m'a permis de m'associer à ses travaux, j'ai calculé que pour une salle de trente malades, il y a en permanence deux femmes souffrant d'avortements provoqués : donc 7 0/0 de ces malades sont en traitement pour des avortements provoqués ; chiffre considérable si l'on pense que beaucoup de malades hospitalisées ne sont pas à l'âge de la fécondité, et que d'autre part un grand nombre d'avortements

1. Delbet. Congrès de Montauban de l'avancement des sciences.

passent inaperçus. Et, ce qui est terrible, un certain nombre de ces avortements provoqués fait par des mains malhabiles entraînent souvent la stérilité définitive, parfois la mort de la malade. J'ai vu en un mois succomber ainsi trois jeunes filles robustes admirablement constituées. Et ne croyez pas que l'avorteuse se cache. Je connais tel quartier de Paris où elle vient régulièrement chaque mois chez des clientes, suivant un pacte conclu d'avance même si l'on n'a pas besoin de ses soins. »

Les adversaires de l'abandon secret, des maternités secrètes, ne nient pas l'évidence de ces statistiques, mais ils doutent que l'établissement des moyens de secret de la grossesse, de l'accouchement et de l'abandon n'agissent utilement contre ce danger.

a) Ils insistent sur ce fait, que de tout temps, les mères dépravées ont fait appel à l'avortement pour cacher leur chute aux yeux du monde ou pour se soustraire aux responsabilités de la maternité. Par malheur, ce moyen a trouvé dans les progrès des sciences médico-chirurgicales un auxiliaire ; il s'est perfectionné, est devenu d'un manuel opératoire simple, sans danger pour la mère et d'une efficacité presque certaine. C'est pourquoi l'avortement qui était resté longtemps le privilège des grandes villes est répandu un peu partout à l'heure actuelle, d'autant qu'il existe une tolérance bien regrettable en faveur des maisons de sages-femmes. Un nombre assez étendu se livre ostensiblement, comme le dit M. Delbet ; un beaucoup plus grand nombre encore

se livre clandestinement à l'industrie criminelle de l'avortement, Et pourtant les faiseuses d'anges poursuivies sont exception. Il y aurait là toute une loi à faire. Et depuis longtemps déjà le conseil supérieur de l'Assistance publique a émis le vœu que nulle maison d'accouchement n'échappe à la surveillance administrative. Mais une loi sur les maisons des sages-femmes est difficile à appliquer et comme la recherche de la paternité, il y a là avant tout œuvre de législateur plutôt qu'œuvre de médecin.

b) D'autre part au fur et à mesure que l'avortement devenait plus fréquent il semble que la juridiction se soit montrée de plus en plus indulgente à son égard. La proportion des femmes poursuivies pour avortement a par rapport au nombres des avortées singulièrement diminué ; et le nombre des condamnées parmi les poursuivies a également décru d'une façon considérable. A l'heure actuelle une fille mère poursuivie pour infanticide ou pour avortement a en effet les plus grandes chances de bénéficier d'un acquittement. Les avocats ont toujours deux bons arguments à faire valoir en cette matière : 1^o la lâcheté du père contre lequel la fille mère n'a aucune action ; 2^o la sévérité de la loi qu'il oblige à infliger pour un infanticide au minimum une peine de cinq ans de travaux forcés, peine qui paraît injuste quand on rapproche les souffrances et les tortures de la fille mère depuis le premier jour de sa grossesse, de l'attitude le plus souvent méprisante du séducteur (L. Mihaud).

c) Dans beaucoup de milieux, même dans les milieux dits honnêtes, l'avortement est une chose d'usage courant. Et il est beaucoup de ménages réguliers et aisés où la femme se fait avorter simplement pour éviter les ennuis d'une grossesse qui pourrait la déformer, qui en tout cas serait un obstacle à sa vie mondaine ; et surtout pour échapper plus tard aux charges financières qui résultent de la venue d'un enfant ; et pour empêcher un partage trop fractionné du patrimoine familial.

Il est certain que contre des avortements à pareils mobiles, le bureau d'admission n'aura guère d'efficacité. Est-ce à dire qu'il faille pour cela laisser commettre des avortements, des infanticides qui n'auraient comme causes que la honte et la misère ?

Le tout est de savoir si l'abandon secret diminuera vraiment le nombre de ces genres de crimes.

Il est difficile d'apporter à ce sujet des documents probants, la loi de 1904 étant trop récente pour avoir déjà eu son plein effet. Tout au plus pourrait-on prendre comme exemple le département de la Seine où le système d'admission à bureau ouvert fonctionne depuis 1887. Le relevé des tableaux de la préfecture de police pendant la période décimale de 1804 à 1894, paraît au premier abord n'être pas très favorable. En effet le chiffre des infanticides est resté stationnaire (54) et le chiffre des avortements s'est élevé passant de 122 à 144.

Mais d'autres constatations sont de nature à montrer les bienfaits de l'admission à bureau ouvert. L'une

de ces constatations peut être puisée dans le rapport du directeur de l'Assistance publique au préfet de la Seine pour l'année 1893. Il en ressort que le nombre des enfants dont les parents ont refusé de se faire connaître a considérablement augmenté (il était de 130 en 1884 et s'élevait à 238 en 1893) et que la proportion des enfants exposés sur la voie publique ou dans un lieu solitaire était en 1893 inférieure de moitié à ce qu'elle était en 1884. Or ce double résultat a été obtenu sans que le nombre relatif des abandons au-dessous d'un an ait subi d'accroissement.

N'est-on pas, en présence de ces chiffres, autorisé à conclure qu'un certain nombre d'enfants eussent été victimes de leur mère si celles-ci n'avaient pas eu le moyen de confier leur enfant à l'assistance publique sans trahir son secret ?

Que la possibilité pour les filles-mères de pouvoir garder leur secret soit de nature à diminuer le nombre des infanticides, la chose est du reste démontrée pleinement par l'enquête de M. le Dr Socquet lue à l'Académie de Médecine le 14 avril 1891.

De cette enquête résultait en effet que, tandis que le nombre des infanticides restait stationnaire dans le département de la Seine où se pratiquait l'admission à bureau ouvert, ce nombre avait au contraire doublé et triplé dans les départements où les filles-mères avaient le moins de facilités pour faire l'abandon, doublé dans le Morbihan, la Mayenne, le Jura, la Loire-Inférieure, les Hautes-Alpes, triplé dans l'Orne et les Pyrénées-Orientales. (Léon Milhaud).

e) Nous avouons, disent en dernière ressource les adversaires de l'abandon secret, que la création d'un bureau d'admission pour empêcher un certain nombre d'infanticides et d'avortements.

Mais ce n'est pas là votre but, vous voulez avoir plus d'hommes mûrs. Or voyez ce qui se passera, en voulant sauver un enfant par l'abandon secret ; vous provoquerez inconsciemment l'abandon de plusieurs enfants qui, sans ce bureau d'admission, eussent été élevés dans leur famille. Le nombre des enfants assistés se trouvera ainsi accru. Or la mortalité parmi les nourrissons de l'assistance est terrible. Vous ne prendrez des enfants que pour en pavé les cimetières de village. Et puis, ces enfants survivraient-ils ? Etes-vous capables d'empêcher leur exploitation par leur famille nourricière ? Vous préoccupez-vous suffisamment de leur donner un métier, une instruction qui leur permette plus tard de vivre honnêtement ? Etes-vous sûrs de ne pas faire de ces enfants qui, malgré vos bonnes intentions, porteront comme une tare leur titre d'abandonnés, des vauriens que l'on retrouvera plus tard dans la rue ?

Nous ne répondrons pas à ces diverses objections qui sont plutôt des objections contre l'organisation actuelle du service des enfants assistés. Du reste dans son étude très documentée dans la *Revue philanthropique*, M. Monod a fait justice de tous ces reproches. Sans doute, dans l'administration des

enfants assistés, tout n'est pas parfait, mais chaque jour on s'efforce de faire mieux.

Nous ne saurions quitter cette discussion sans dire un mot de l'influence de l'abandon secret sur la diminution du nombre des expositions publiques d'enfants. Les chiffres que nous citions il y a un instant, sont la preuve évidente de cette diminution dans le département de la Seine. Et si l'exposition n'offre plus les mêmes dangers qu'au temps de saint Vincent de Paul, si aujourd'hui la mère prend souvent le soin de déposer son enfant dans un lieu où il pourra être recueilli rapidement, il n'empêche que l'exposition publique est le plus généralement fatale aux enfants qui en sont l'objet.

En diminuant le nombre des expositions publiques et en augmentant proportionnellement le nombre des admissions secrètes, l'abandon secret sauve donc des vies humaines.

CHAPITRE III

De l'application du principe de l'abandon secret

La nécessité d'un instrument d'abandon secret qui préserve de l'infanticide et de l'avortement des petits êtres en danger de mort est évidente et absolue. Par quel procédé ce besoin si impérieux est-il le mieux satisfait, par le tour ou par le bureau d'admission secret ? » Strauss (1).

I. — L'INSTRUMENT

A. — *Le tour* qui, nous l'avons vu, a résumé longtemps en lui tout le principe et toute l'application de l'abandon secret ne compte plus guère de partisans aujourd'hui. « L'expérience a prouvé que l'institution ne pouvait fonctionner sans une certaine surveillance destructive du secret que l'on veut garantir. Le tour, en effet, avait jadis dans bien des cas servi de boîte aux infanticides. Il n'avait souvent reçu qu'un cadavre. La surveillance s'était imposée

1. Strauss. *Dépopulation et puériculture*, p. 11.

afin que l'on put retrouver la personne qui avait apporté l'enfant au cas où un crime aurait été commis.

La surveillance avait été organisée surtout à raison du rôle abominable joué par quelques sages-femmes sans scrupules, qui excitaient les filles-mères à l'abandon. Elles percevaient une rétribution pour porter l'enfant au tour, et souvent elles gardaient la rétribution, mais n'effectuaient pas le voyage pour aller au tour. L'enfant mourait entre leurs mains et quand elles ne trouvaient pas de meilleur moyen de se débarrasser du cadavre, elles le déposaient au tour. Ces abus monstrueux avaient nécessité une surveillance étroite de la police. Mais avec l'ingérence policière le secret disparaissait ; la mère ne devenait plus une inconnue pour l'administration. Loin donc de prévenir les infanticides et de garantir le secret de la faute, le tour rendait possibles et faciles les infanticides, s'il n'était pas surveillé, et il n'assurait aucun secret s'il était espionné par la police (Léon Milhaud).

B. — *L'admission à bureau ouvert* n'encoure pas le même reproche bien qu'il réalise également le principe de l'abandon secret. De plus il n'est pas comme le tour un instrument aveugle : il est préventif de l'abandon. Au dernier moment, il permet d'offrir un secours à la mère. Et ce ne peut être qu'un grand bien pour l'enfant d'avoir été gardé par sa mère au lieu d'avoir été jeté au tour, si la mère est réellement digne des secours qu'on lui offre et si elle

n'avait songé à l'abandon que dans un moment de détresse ou de désespoir.

Ce n'est pas que le système du bureau secret d'admission n'ait pas *d'inconvénients*.

Le nombre des enfants abandonnés augmentera sans doute. Mais si un grand nombre sont sauvés de cette sorte de la mort, l'excédent des dépenses occasionnées importe peu.

2° Le plus grand défaut de ce système est d'être un instrument très délicat qui nécessite de la part de la personne préposée aux abandons une grande habileté et une connaissance approfondie du cœur de la femme.

Déjà dans un rapport présenté à la « Société internationale » pour l'étude des questions d'assistance, M^{me} Caubet, directrice de l'asile Michelet (1), a exprimé le vœu que les bureaux d'admission soient dirigés par des femmes ; c'est en effet plutôt le rôle de la femme d'essayer d'éveiller chez une autre femme le sentiment maternel. Ce que je demande, disait M^{me} Caubet, c'est que lorsqu'une femme vient d'abandonner son enfant elle ne se trouve pas en présence d'un employé indifférent, un ex-gendarme par exemple, qui la reçoit sèchement et qui lui dira peut-être tout simplement : « Posez-là votre nourrisson et retirez-vous ».

Le système d'admission à bureau ouvert ne vaudra que par la façon dont il sera appliqué. Et c'est ce que

1. *Revue philanth.*, t. X, p. 205.

fait bien ressortir la circulaire ministérielle que nous avons reproduite plus haut.

3° D'autres objections moins fondamentales ont été présentées. M. Brueyre critique la possibilité pour les déposants de ne pas produire de bulletin de naissance et il fait observer que c'est ouvrir ainsi la porte à toutes les fraudes, à tous les crimes qu'avaient favorisés les tours, que c'est faciliter les crimes de suppression d'état, de changement de filiations, d'abandon d'enfants légitimes.

« La réponse aux critiques dirigées par M. Brueyre contre la dispense de la production de l'acte de naissance est assez facile. M. Brueyre prétend que cette dispense peut favoriser des suppressions d'état. Qu'on se demande si l'obligation de fournir cette pièce ne peut pas pousser à l'infanticide ; et de deux maux choisissant le moindre, on préférera le système qui expose à des suppressions d'état. Mais ce qui rend l'opinion de M. Brueyre difficile à réfuter, c'est qu'il soutient que la production de l'acte de naissance n'a pas pour conséquence la divulgation du secret et si l'enfant est indiqué né de père et mère inconnus, la production de l'acte de naissance ne nuit pas à la mère.

Le dilemme paraît irréfutable. Dans la séance du 13 mai 1892 à la Société internationale d'assistance, M. Lefort a répondu à la thèse de M. Brueyre « qu'il pouvait se faire qu'une mère voulut abandonner son enfant à la condition de ne pas voir sa faute divulguée, et avoir cependant laissé figurer son nom sur

l'acte de naissance. Il est possible en effet, qu'en raison de son métier, de ses occupations, elle ne puisse pas réussir à élever son enfant en bas âge. Elle se résoudra à l'abandon, mais elle lui aura peut être fait donner son nom, afin d'avoir un lien qui la rattache à lui, qui pourra la décider plus tard à le réclamer lorsqu'elle aura fait l'aveu de sa faute à sa famille ou lorsqu'elle aura trouvé un mari qui veuille bien accepter l'enfant. Pour l'instant, cependant, elle peut avoir grand intérêt à ne pas divulguer sa faute à l'administration. Obliger les déposants à produire le bulletin de naissance, serait pousser les filles-mères à recommander aux déclarants de dire que l'enfant est né de père et de mère inconnus, c'est-à-dire à ne leur donner le plus souvent aucun état civil ». (Léon Milhaud.) (1).

4° Un autre reproche fait au texte de loi est que l'admission n'est prononcée sans enquête que si l'enfant paraît âgé de moins de sept mois. « La limite d'âge de sept mois nous paraît un peu courte. On a dit qu'une mère qui voulait se débarrasser de son enfant n'attendait pas sept mois pour le porter au bureau ouvert, ceci est exact pour les mères qui ont un secret à garder, mais cesse d'être vrai pour les filles-mères qui acceptent sans honte et avec une sorte d'indifférence d'élever leur enfant avec l'aide du secours temporaire. A celles-là il faut laisser le temps de s'attacher au petit être qui leur doit la vie,

1. L. Milhaud. *Revue philanthropique*, t. II.

et la limite de sept mois sera dans certains cas trop courte pour produire ce résultat » (Moniez) (1). On peut répondre à cette objection que sept mois est le délai minimum prévu par la loi, et que les conseils généraux conserveront la faculté d'étendre l'âge d'admission au-dessus de ce délai. C'est ainsi que dans la Seine aucune limite d'âge n'est imposée pour la réception des enfants abandonnés.

II. — LES MOYENS FINANCIERS

1^o *Avantages*.— L'un des grands progrès de la nouvelle loi de 1904, à ce point de vue, c'est qu'elle assure l'autonomie du budget des enfants assistés (art 43). Ainsi elle empêche que des sommes destinées au budget des enfants assistés ne soient employées dans un tout autre but.

Mais la disposition fondamentale de la nouvelle loi est l'article 45. Cet article dispose que dorénavant la contribution de l'Etat dans les dépenses s'élèvera à deux cinquièmes.

Avant la loi de 1904, les dépenses du service s'élevaient à 25 millions. Le cinquième de l'Etat correspondait à 5.000.000. L'augmentation serait par conséquent de 5.000.000. Mais par suite de la création de l'admission du bureau ouvert et de l'établissement de tarifs minima de pensions aux nourrices, des augmentations sont à prévoir.

1. *Revue philanthropique*, t. XII.

La création du bureau d'admission secret entraînera une augmentation du nombre des admis. Mais il faut remarquer que dans les années du début les augmentations seront minimales et que la mesure ne produira son plein effet que dans douze ou treize ans. D'autre part, le bureau d'admission ouvert, fonctionne depuis longtemps dans la Seine qui compte pour les deux cinquièmes des dépenses totales, et dans quelques autres départements. Les augmentations de ce chef sont donc réduites considérablement.

Quant aux dépenses supplémentaires qu'entraîne la fixation de tarifs minima et la création de cadres nouveaux d'emplois, elles sont évaluées à 500.000 ou 600.000 francs. Tout cela ne mènera pas bien loin.

2° *Inconvénients*. — Le seul défaut de ce système financier d'après M. Brueyre (1), c'est que les plus grosses dépenses doivent encore être payées par les départements et les communes, bien que leur part contributive soit diminuée de un cinquième. Or, il faut bien reconnaître que certaines augmentations (celles résultant de l'établissement d'un tarif minima pour les nourrices par exemple) constitueront une charge qui retombera tout entière sur un petit nombre de départements, ceux dont le tarif est insuffisant, c'est-à-dire les plus pauvres. Et ces départements seront indemnisés de l'augmentation de leur charge par le doublement de la contribution de l'Etat dans une

1. *Revue philanthropique*, t. XIV, p. 243.

proportion moindre que les départements dont le tarif n'aura pas besoin d'être relevé. Aussi M. Brueyre aurait-il été d'avis « qu'il fut institué au ministère de l'Intérieur un fonds commun qui permettrait de venir en aide aux départements pauvres. Ce fonds commun aurait pu être alimenté par un prélèvement de un tiers sur la contribution de l'Etat ».

Du reste pour M. Brueyre, si, en ce moment, le service reste départemental, « c'est le résultat du développement historique du service ; mais ce n'est qu'une étape ; le point terminus est d'être national ».

DEUXIÈME PARTIE

LES REFUGES OUVROIRS SECRETS
ET LES MATERNITÉS SECRÈTES

CHAPITRE PREMIER

Le principe des refuges secrets et des maternités secrètes

Le principe de l'existence de maisons secrètes pour femmes enceintes ou pour femmes en couches, repose sur les mêmes données que le principe de l'abandon secret. Les objections contre ces deux principes sont les mêmes ainsi que les avantages qui découlent de leur application.

Bien plus ainsi que nous l'avons montré, ces deux principes sont complément l'un de l'autre. L'établissement de l'abandon secret ne porte pas tous ses fruits s'il n'existe pas en même temps des refuges-ouvriers secrets et des maternités secrètes. Et réciproquement l'existence de maisons secrètes pour femmes enceintes serait presque inutile, si en fin de compte, la malheureuse fille-mère, ne pouvait pas ; lorsqu'elle y est absolument forcée, abandonner secrètement son enfant.

Nous ne reprendrons donc pas ici toute la discussion que nous avons faite plus haut à propos de l'abandon secret. Nous ferons seulement remarquer que le principe de l'abandon secret entraîne logique-

ment l'adoption des moyens de garder secrets la grossesse et l'accouchement. Du moment que le législateur a admis le premier de ces principes, il doit logiquement en arriver à rechercher les moyens d'appliquer le second. La loi de 1904 et donc incomplète. Espérons qu'elle ne le restera pas longtemps et qu'une loi complémentaire viendra achever l'œuvre qu'elle a si bien ébauchée.

CHAPITRE II

Application du principe

La loi n'ayant pas prévu l'existence de refuges-ouvroirs ou de maternités secrètes, nous nous trouvons ici en face d'œuvres privées ou municipales, par conséquent d'œuvres partant de points de vue différents, ayant des organisations souvent très diverses les unes des autres et n'ayant, en tous cas, qu'une portée locale.

I. — REFUGES-OUVROIRS

La femme enceinte dénuée de ressources et dépourvue de domicile peut être assistée dans des refuges-ouvroirs, dans des refuges. Ces établissements s'adressent surtout aux filles séduites, aux bonnes et domestiques, à toutes les mères irrégulières et délaissées.

Ils permettent d'établir une surveillance médicale et obstétricale. Dans tous ces établissements, dès leur entrée, les femmes enceintes sont soumises à un examen médical, ce qui permet de mettre de suite

au régime lacté celles qui sont atteintes d'albuminurie. Il est ainsi possible d'affranchir beaucoup de nouveau-nés des tares auxquelles ils étaient condamnés.

Enfin ils ont au plus haut point la valeur d'œuvres moralisatrices. « Ce n'est pas peu de chose que de rendre à ces malheureuses filles séduites, la sécurité, la confiance et l'espoir. Les hideuses pensées dont la misère et la solitude avaient été les mauvaises conseillères s'évanouissent ; affermie, réconfortée, la désespérée d'hier s'accoutume à l'idée de la charge redoutée ; elle ne prépare pas pièce à pièce une brassière, elle ne bâtit pas un bonnet sans évoquer l'image de ce destinataire inconnu, de cet intrus innocent dont elle a envisagé criminellement la disparition, dont elle a médité et préparé l'abandon ». (Strauss.)

Ainsi le refuge-ouvroir secret, « ce tour maternel » préserve de l'avortement, est un sanatorium de grossesse, et constitue une station de relèvement et de sauvetage moral.

Malheureusement, la plupart des asiles exigent l'état civil des femmes qui viennent leur demander assistance. Certaines de ces œuvres de bienfaisance ne sont que des tentatives déguisées de propagande professionnelle. L'asile Sainte-Madeleine, nous apprend le D^r Thiroux (1), fondé et dirigé par l'abbé Fernand de Mirsol reçoit les jeunes filles qui, après

1. Thiroux. Th. Paris, 1900.

une première faute, montrent un désir réel de mener une vie meilleure. Elles trouvent là, jusqu'à l'époque de leur délivrance, les soins médicaux et les secours religieux qui peuvent amener leur retour au bien.

De même la Société Maternelle de Paris (38, rue de Lubeck) qui possède de nombreuses ramifications en province et s'occupe surtout des femmes accouchées exige la présentation du livret de mariage religieux. L'Association des Mères de famille (10, boulevard Poissonnière) ne reçoit également que les femmes enceintes mariées légitimement.

Ainsi une question de religion et d'état civil est la base de la plupart des œuvres de bienfaisance privée et restreint considérablement leur action. Elles sont loin de répondre à la définition du refuge-ouvroir que donnait Cadet de Gassicourt dans un discours à l'assemblée générale de l'Œuvre de l'Avenue du Maine. « Le refuge-ouvroir est ouvert à toutes les femmes qui ont besoin de secours, quel que soit le culte qu'elles professent, quelque conviction qu'elles puissent avoir. On dit simplement aux hospitalisées : « Vous allez être mère, songez aux obligations que ce titre vous impose. C'est une fonction sacrée : pour la remplir dignement il faut obéir aux lois de la morale et du devoir » (1).

1. Cadet de Gassicourt. Discours à l'assemblée générale de l'Œuvre de l'Avenue du Maine, 21 mars 1898. D'après Perrin. *Assistance aux femmes enceintes*. Th. Paris, 1905.

Cependant quelques asiles exceptionnels il est vrai, reçoivent incognito les femmes enceintes. Ils exigent simplement le dépôt, à l'entrée, de l'état civil sous pli cacheté. Ce pli est remis intact à la mère lorsqu'elle quitte l'asile. Parmi ces asiles quelques-uns sont dus à la bienfaisance privée : Œuvre bordelaise de Saint-Raphaël, Refuge-ouvroir de l'Avenue du Maine, d'autres dépendent des communes, tel l'Asile Michelet créé par la ville de Paris.

§ 1. — *L'Œuvre bordelaise de Saint-Raphaël* fondée en 1898 par M. le Dr Lefour et M. le vicomte de Pelleport-Bivière est à la fois une maternité secrète et un ouvroir. Le fonctionnement de cette œuvre est complètement exposé dans un rapport de M. Drouineau sur l'assistance maternelle (1).

§ 2. — *Le Refuge-ouvroir de l'Avenue du Maine* a été créé en 1892 sous la direction de la Société de l'Allaitement maternel fondée par M^{me} Boquet de Vienne.

Le refuge-ouvroir est le premier établissement de ce genre institué en France. Il reçoit gratuitement dès le huitième mois de leur grossesse les femmes indigentes ; il n'établit aucune distinction de culte ou d'état civil, et reçoit à la fois les mères misérables et les mères clandestines ; « les réfugiées ont le droit de garder l'incognito et leurs déclarations ne sont pas contrôlées. Elles sont occupées simplement au mé-

1. Drouineau. Rapport à la deuxième commission de la ligue contre la mortalité infantile, 1902.

nage, à l'épluchage des légumes, à l'entretien du linge et des vêtements, et l'après-midi elles peuvent travailler à une layette ou à des travaux aisés procurés par le refuge et qui permettent à ces femmes d'accumuler un petit pécule ».

Ce refuge de l'Avenue du Maine hospitalise environ 700 femmes par an. La majorité des fonds vient des membres adhérents et des quêtes. Le quart des dépenses environ est couvert par des subventions du conseil municipal de Paris, du conseil général de la Seine, du Ministère de l'Intérieur.

§ 3. — A Alger a été fondé tout récemment une œuvre imitée de l'œuvre fondée par M^{me} Boquet de Vienne et l'œuvre des Dames Mauloises. L'œuvre a pour but « de recueillir les femmes enceintes dans le besoin, de les nourrir, de les loger jusqu'au terme de leur grossesse, de les envoyer faire leurs couches à l'hôpital où le comité continuera à veiller sur elles, de les reprendre ensuite pendant les mois qui suivent leur accouchement ».

Un article intéressant des statuts concerne spécialement les filles-mères. « Lorsqu'une jeune fille sera dans le cas d'être aidée par la société, pour lui éviter les humiliations qu'entraîne la connaissance de sa situation et le préjudice qui pourrait en résulter, la société, après enquête de moralité, prendra à sa charge de lui faire faire ses couches chez une sage-femme discrète et attachée à l'œuvre ».

Les femmes secourues par l'œuvre seront em-

ployées à des travaux de couture dont la rétribution leur sera versée intégralement à leur sortie.

§ 4. — *La ville de Paris* a bientôt suivi l'exemple donné par la Société de l'Allaitement maternel.

Depuis longtemps elle a admis dans ses refuges de nuit les femmes enceintes. Le refuge municipal de la rue Stendhal, l'asile Georges Sand, reçoit les femmes enceintes, à titre de femmes nécessiteuses. Les femmes enceintes ne peuvent, il est vrai, y séjourner que trois nuits, quatre s'il y a un dimanche. Il ne s'agit donc là que d'une hospitalité dans un abri de passage.

La femme enceinte qui veut fuir sa famille ne pouvait continuer à être ainsi réduite à un lamentable vagabondage. Il lui fallait un asile spécial, où elle pourrait passer les derniers mois de sa grossesse et échapper ainsi à tout regard indiscret. C'est pour répondre à ce desideratum que la Ville de Paris a inauguré en 1893 l'asile Michelet, 235, rue de Tolbiac. Cet asile a été construit sur les conseils du professeur Pierre Budin, par M. Bouvard.

L'Asile Michelet, dit M. le sénateur Strauss (1), asile que les étrangers visitent comme un type d'institution tout à fait remarquable, sert à deux fins, comme le refuge-ouvroir de la Société d'Allaitement maternel : il reçoit à la fois les mères misérables et les mères clandestines.

1. Strauss. *Dépopulation et puériculture*, 1903, p. 39 et 40.

Aux termes de l'article 3 du règlement de l'Asile Michelet, les femmes admises sont prévenues qu'elles ne sont pas obligées de fournir de renseignements et que toutefois l'administration prend note de ceux qu'elles consentent à donner. Les pensionnaires mystérieuses sont inscrites sous un nom d'emprunt, celui de Marie Lambert. Elles sont d'ailleurs en minorité. Il est vrai que la majeure partie de ces réfugiées est d'origine provinciale ou étrangère. Les quatre cinquièmes sont célibataires. Presque toutes sont domestiques.

Les mères y sont admises à partir du septième mois et demi de leur grossesse. Elles ont toute liberté de préparer leur layette ayant, dans ce but, quelques heures de libre chaque jour.

Cet asile ne comprend que 200 lits et coûte à la ville de Paris environ 100.000 francs par an.

Il n'existe pas d'autre asile municipal semblable. Il s'agit donc d'une création qui honore le conseil municipal de Paris, mais qui est d'une notoire insuffisance en face du grand nombre de misères qui demandent à être soulagées.

II. — MATERNITÉS SECRÈTES

Les efforts de tous les temps et de tous les pays se sont portés sur l'assistance de la femme au moment de l'accouchement. Toutes les conditions d'hygiène se trouvant maintenant réunies dans les mater-

nités récemment construites ; et la fièvre puerpérale a pour ainsi dire entièrement disparu : on peut ainsi mesurer la grandeur des progrès réalisés.

Cette assistance aussi parfaite, le législateur l'a voulue large. La loi du 15 juillet 1893 sur l'assistance médicale gratuite, accorde le secours obstétrical et pharmaceutique à toute femme qui en fait la demande. Ce secours est réalisé soit dans des maternités, soit à domicile. L'accouchement est ainsi considéré comme une maladie.

Mais cet aide et cette protection aux femmes enceintes, ne s'adresse encore légalement qu'à celles qui veulent bien faire connaître leur état civil et permettre ainsi de vérifier leur situation d'indigente. L'Etat n'oblige pas les départements à hospitaliser sans contrôle toute femme enceinte qui se présente à la porte de l'hôpital et qui se dit dénuée de toutes ressources. Les filles-mères n'ont donc pas droit à l'accouchement secret. Et cependant, combien d'infanticides seraient évités, si la possibilité d'une maternité secrète était offerte aux mères clandestines. Pour elles, le refuge-ouvroir libéralement ouvert sans enquête, n'atteindrait pas complètement son but s'il était sans lendemain ; il doit avoir pour institution correspondante et complémentaire, la maternité secrète.

C'est ce que Paris et plusieurs grandes villes ont compris, et spontanément elles ont ouvert leurs maternités à toute femme enceinte sans s'enquérir de son état civil.

§ 1. — *Historique.* — L'un des monarques les plus

libéraux de l'Europe, comprit, il y a plus d'un siècle, la nécessité d'accorder protection et abri aux femmes enceintes. Le décret par lequel l'empereur Joseph II institua la maternité secrète de Prague en 1789, s'inspire des principes humanitaires les plus élevés. « La maison d'accouchement, y lit-on, offre aux femmes enceintes et malheureuses les secours nécessaires et prend l'enfant sous sa protection. Désormais le manque d'asile et la peur de la honte ne serviront plus d'excuses pour tuer leur enfant. L'asile pour les femmes enceintes et malheureuses existe ; elles sont invitées à y venir et l'on ne s'inquiétera ni de leur religion ni de leur situation sociale ».

Sous l'empire d'une même pensée humanitaire, la Convention nationale décréta en France, le 28 juin 1793, la création de ces refuges-ouvroirs dans chaque chef-lieu de département. Mais il fallut malheureusement plus d'un siècle pour que ce projet reçut un commencement d'exécution.

Plusieurs hôpitaux réservaient, il est vrai, un certain nombre de lits aux femmes parvenues au dernier terme de leur grossesse.

Dès le xvi^e siècle nous apprend M. Strauss, le vieil Hôtel-Dieu de Paris a servi de refuge et de retraite inviolable aux filles séduites. En plus d'une circonstance, au xvii^e siècle notamment, les administrateurs opposèrent la plus vive résistance à tous ceux qui tentaient d'y découvrir un secret : ils ont délibérément voulu réserver à la salle des accouchées la sécu-

rité d'un asile contre le déshonneur, suivant l'expression du bureau de l'Hôtel-Dieu.

La maternité possédait un registre secret à la fin du XVIII^e siècle, et chaque femme qui se présentait n'avait en effet qu'à choisir entre le bureau public d'admission et le bureau secret. A ce dernier bureau, on inscrivait la future mère sur le registre des entrées. Le mot secret était inscrit en face de son nom et un numéro d'ordre remplaçait pour l'administration l'état civil de cette femme.

Mais cette pratique tomba bientôt dans l'oubli, cependant il y eut toujours pour habitude à la maternité de Paris, de ne jamais contrôler les états civils donnés.

§ 2. — *Etat actuel.* — Actuellement, l'accouchement secret est possible à Paris. Les femmes qui se présentent pour entrer dans une maternité peuvent ne pas faire connaître officiellement leur état civil. Il leur suffit de déposer à leur entrée une enveloppe cachetée dans laquelle est inscrit leur nom et leur adresse. Cette enveloppe leur est remise intacte à leur sortie de l'hôpital. Elles sont alors simplement désignées sous un numéro.

Cette pratique administrative a été employée récemment dans d'autres maternités de province. Le même système fonctionne en effet dans les maternités de Rouen, du Havre, de Lyon. Par contre, certains départements, après l'avoir employée, l'ont supprimée. C'est ainsi que le conseil général d'Indre-

et-Loire a voté la suppression de la maternité secrète à partir du 1^{er} janvier 1904.

III. — DES DIFFICULTÉS DE FONCTIONNEMENT DES REFUGES OUVROIRS ET DES MATERNITÉS SECRÈTES

Des précautions extrêmement minutieuses doivent être prises pour assurer le secret dans les ouvroirs et les maternités. Il ne faut pas se contenter d'inscrire l'épithète « secret » en face du nom de la future accouchée. A ce titre, on ne saurait recommander la pratique suivie à l'hôpital de la Charité de Lyon où le nom des filles-mères est inscrit sur un registre spécial qu'on appelle « le registre noir », le registre est confié à un employé et c'est ainsi sur la discrétion de cet employé que repose le secret de l'accouchement. La fille-mère qui veut absolument faire des couches clandestines, peut concevoir des soupçons et ne pas avoir confiance en cette façon de procéder.

Il faut que le secret ne soit pas à la discrétion d'un employé et ne puisse être violé. L'état civil de la fille-mère doit donc être ignoré même de l'administration, il ne faut inscrire sur le registre d'entrée qu'un numéro, et c'est la pratique administrative introduite dans les maternités de Paris qui doit être préconisée.

Cela n'est pas encore suffisant pour assurer au secret de l'accouchement un caractère absolu. La

fille-mère peut redouter d'être reconnue dans les salles de la maternité par une des autres accouchées. Cela est vrai surtout dans les maternités des départements. Aussi l'anonymat du registre d'entrée doit-il être complété par l'existence de *chambres d'isolement* où la claustration soit aussi complète que possible. Alors en réunissant toutes ces conditions, la fille-mère viendra se confier aux soins de l'hôpital, étant ainsi assurée d'être inaperçue et ignorée.

CONCLUSIONS

1^o La fréquence toujours croissante des avortements et des infanticides est favorisée par le défaut de surveillance des maisons de sages-femmes, l'irresponsabilité du père, et la non existence du secret de la maternité ;

2^o Actuellement les mesures d'assistance au point de vue du secret de la maternité ont presque uniquement trait à la période qui suit l'accouchement. En réalité, elles doivent s'exercer dès le début de la grossesse et avoir ainsi une action préventive, sans interruption jusqu'à la fin de l'élevage du nourrisson. Le tour doit être complet, trilogique et se déroule en trois étapes : refuge-ouvroir, maternité secrète, bureau secret d'admission ;

3^o Il y a très peu de refuges-ouvroirs où les femmes enceintes peuvent être reçues incognito ; l'œuvre bordelaise de Saint-Raphaël, le refuge-ouvroir de l'Avenue du Maine, à Paris : l'asile Michelet fondé par la Ville de Paris. Mais ces différents asiles ne comprenant chacun que deux cents lits environ sont notoirement insuffisants. Ces œuvres ont pourtant une haute portée morale. En dehors du repos qu'elles procurent à la mère pauvre, de la surveillance médicale et obstétricale qu'elles rendent possible, elles constituent une station de relèvement et de sauvetage moral, en rendant aux malheureuses filles séduites, la sécurité, la confiance et l'espoir ;

4° Il n'existe pas en France de maternités secrètes. Cependant à Paris, et dans quelques villes de province (le Havre, Lyon, Rouen), la future accouchée n'est pas obligée de faire connaître son nom. Il suffit qu'elle dépose à son entrée, une enveloppe cachetée qui renferme son état civil. Cette enveloppe lui est remise intacte à sa sortie de l'hôpital. La jeune femme est simplement désignée sous un numéro. Cette pratique administrative n'assure cependant pas complètement le secret de la maternité. Il faudrait en effet y ajouter des chambres d'isolement où la claustration soit aussi complète que possible. Actuellement la fille-mère peut redouter dans les maternités hospitalières les indiscretions de la vie en commun et du contact permanent avec un nombreux personnel.

5° Les tours permettant l'abandon secret du nouveau-né furent supprimés graduellement, sans avoir été supprimés légalement de 1833 à 1862. A partir de 1862, l'abandon secret n'est plus possible ; l'admission des enfants abandonnés se fit après enquête et d'après la législation du domicile de secours. Cependant dès 1887, le conseil général de la Seine revenait à des idées plus larges et constituait l'existence d'un bureau secret d'admission.

En 1889 un rapport de M. Monod amena le conseil supérieur de l'assistance publique à étudier un projet préliminaire de loi sur l'abandon secret. Ce projet déposé en 1892 au Sénat fut l'objet des travaux d'une commission présidée par M. Roussel puis par

M. Strauss, cette loi fut votée depuis par la Chambre. Elle crée l'existence des bureaux d'admission ouverts, fixe le minimum de pensions aux ouvriers nourriciers tout en laissant subsister l'organisation départementale du service.

La création de ces bureaux secrets d'admission s'imposait. Depuis la suppression des tours, le nombre des infanticides et des avortements ne cessait de s'accroître. Or le fonctionnement du bureau d'admission de la Seine a enrayé dans ce département l'accroissement des infanticides, accroissement qui continuait au contraire dans les départements où l'enquête domiciliaire persistait. Ce bureau secret avait également diminué de moitié dans le département de la Seine le nombre des expositions publiques. La tour avait comme désavantage sur le bureau d'admission de favoriser l'abandon d'enfants illégitimes et de permettre d'y déposer des cadavres.

6° Malheureusement la loi de 1904 a comme base les budgets départementaux ; son interprétation sera donc variable suivant les lieux. En réalité, c'est l'État qui devrait supporter les frais et unifier ainsi les dispositions prises pour assurer le secret de la maternité.

Vu : le président de la thèse,

THOINOT

Vu : le Doyen,
LANDOUZY

Vu et permis d'imprimer :
le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,

LIARD

